

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 16 Mars 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°100 ■

Construction automobile

Les sous-traitants locaux se préparent

L'essor nouveau est attendu de la construction automobile ; il n'a de sens que lorsque la sous-traitance locale de pièces de rechange est homologuée par les constructeurs. Autant dire que le développement du tissu de PME/PMI est essentiel pour un taux d'intégration acceptable.

P 3



Marché pétrolier/Opep

L'Algérie met en garde contre « l'adoption de mesures unilatérales »

P 16

Aquaculture

Nécessaire augmentation des capacités de production

Le ministre de la Pêche et des Productions Halieutiques, Hichem Sofiane Salaouatchi, a mis l'accent, mardi, dans la wilaya de Biskra sur «la nécessaire reproduction des expériences réussies en aquaculture afin d'augmenter les capacités de production».

P 2

Réalisation du programme EnR de 15 000 MW

54 milliards m3 du gaz seront économisés

La concrétisation du programme national des énergies renouvelables (EnR) de 15 000 mégawatts (MW) permettra à l'Algérie d'économiser 54 milliards de mètres cube en gaz nature. L'annonce a été faite par le Pdg du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal depuis la wilaya d'Oran, en marge des travaux du septième symposium de l'Association algérienne de l'industrie du gaz.

P 5

Programme Spécial de Refinancement 2100 milliards de DA injectés par la BA

Le retour à une situation pandémique maîtrisée, conjuguée à la reprise constatée de l'activité économique nationale, a conduit la Banque d'Algérie, au mois de mars 2022, à lever les mesures exceptionnelles prises pour atténuer l'impact de la pandémie et à assurer un retour progressif à une situation normalisée.

P 4

Géant®
ELECTRONICS



AQUACULTURE

Nécessaire augmentation des capacités de production

Le ministre de la Pêche et des Productions Halieutiques, Hichem Sofiane Salaouatchi, a mis l'accent mardi dans la wilaya de Biskra sur «la nécessaire reproduction des expériences réussies en aquaculture afin d'augmenter les capacités de production».

Par R E

Au cours d'un point de presse lors de sa visite d'une nouvelle ferme du groupe Cosider d'élevage du tilapia rouge dans la commune de Loutaya (30 km au Nord de Biskra), le ministre a affirmé que son département assure l'accompagnement pour l'émergence de pôles aquacoles à travers la généralisation des expériences à succès dans ce domaine.

Il a également indiqué qu'il faut soutenir les fermes des investisseurs jeunes produisant entre 5 et 10 tonnes par an pour augmenter leur production.

Le ministre qui était accompagné de plusieurs investisseurs a souligné qu'il existe de grandes entreprises capables de lancer

d'énormes projets piscicoles avec une capacité de 100 tonnes par an dont la filiale de Cosider qui a réalisé une importante production de tilapia dans les deux wilayas de Khenchela et Biskra.

Il a également relevé que l'existence d'espaces de commercialisation des poissons produits encourage l'élargissement de ces investissements, considérant que «la maîtrise des divers maillons de la chaîne de production notamment la production des aliments de poissons relève de la souveraineté alimentaire et consolide la sécurité alimentaire nationale».

Le ministre a ajouté que le renforcement des capacités productives a également concerné l'élevage de la dorade en mer désormais pratiqué dans neuf wilayas dont Skikda qui a accueilli le projet le plus récent, estimant que ce sont des expériences

réussies dont on attend beaucoup notamment avec la maîtrise par les centres de recherche nationaux des techniques d'élevage de ce poisson, invitant les investisseurs et opérateurs économiques à apporter un plus au secteur.

M.Salaouatchi a également visité le site d'une nouvelle expérience de production des algues microscopiques (spiruline) dans une ferme pilote privée à Loutaya qui mérite encouragement, a-t-il indiqué, affirmant l'importance de travailler avec des laboratoires pharmaceutiques pour augmenter la production.

Le ministre a également inspecté plusieurs projets de pisciculture et de bassins de production d'alevins et d'engraissement dans les deux communes de Loutaya et Sidi Okba.

ICT MAGHREB

Mobilis prend part à la 3e édition du Salon

L'opérateur historique de téléphonie mobile, Mobilis, prend part à la 3e édition du Salon International des Technologies de l'Information et de la Communication au Maghreb, ouverte ce mardi au Palais de la Culture Moufidi Zakaria à Alger.

Véritable vitrine technologique, réservée aux acteurs majeurs du secteur IT, souligne l'opérateur dans un communiqué, cet «événement professionnel marquera cette année son ouverture sur l'Afrique à travers le pavillon « ICT Africa » qui regroupera une centaine d'entreprises exclusivement africaines du secteur numérique, présentant les dernières innovations et les grandes tendances du marché de la technologie en Afrique ». La même source précise également que durant les trois jours de l'événement, plusieurs conférences-débats sont organisées, lesquelles porteront sur les défis de la numérisation en Afrique, la coopération africaine en matière de startups et de l'entrepreneuriat et le financement des startups en Afrique. D'autres nouveautés seront au rendez-vous. Il s'agit, entre autres, d'« ICT Healthcare », traitant sur les avancées technologiques dans le domaine de la santé.

ATM Mobilis, précise le communiqué, « marquera sa présence au Salon à travers un stand, au niveau duquel ses conseillers technico-commerciaux exposeront les dernières solutions innovantes de l'entreprise ». Une participation à travers laquelle l'opérateur « confirme son implication dans la stratégie nationale de transformation numérique et de son écosystème digital ».

R E

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Plus de 249 millions de DA de denrées alimentaires saisies en 2022

Les services de la Gendarmerie nationale ont révélé, avant-hier à Alger, que la valeur financière des denrées alimentaires saisies au cours de l'année 2022 dans le cadre de la lutte contre la spéculation illicite des produits de large consommation s'est élevée à plus de 249 millions de DA.

La valeur financière totale des produits saisis durant cette période a dépassé 249 millions de DA, a indiqué le Colonel Mili Lounsi, Directeur de la sécurité publique et de l'emploi au Commandement de la Gendarmerie nationale lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan d'activités de la Gendarmerie nationale pour l'année 2022, au siège du CGN à Chéraga.

Il a précisé que les actes criminels dans ce domaine ont enregistré «une hausse de 84% par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle 1.125 personnes étaient impliquées».

En matière de lutte contre la criminalité, les mêmes services ont enregistré une augmentation des actes criminels de 56% par rapport à 2021, alors que le nombre de personnes faisant l'objet d'une enquête a augmenté de 49% par rapport à l'année précédente.

Le même bilan fait état d'une augmentation, durant la même période, de différents types de crimes avec des taux mitigés. Il s'agit

de crime organisé (+6%), de la consommation et au trafic de drogue et de psychotropes (+39%), et de contrebande (+2 %), tandis que l'immigration clandestine par traversée sur mer a diminué où 176 réseaux ont été démantelés et 163 embarcations et 235 moteurs ont été récupérés.

Les atteintes aux biens publics sont de l'ordre de 5 % des crimes de droit commun, qui ont augmenté de 10 %. Les atteintes aux personnes représentent 8 % des crimes de droit commun, soit une hausse de 10% au cours de la même année.

S'agissant de la protection de l'enfance qui constitue l'une des priorités de la Gendarmerie nationale, 27 équipes de protection des mineurs ont intégré 618 enfants dans le milieu familial et mené 1362 enquêtes judiciaires liées à l'enfance et 2689 contrôle de crèches et garderies.

En ce qui concerne la protection de l'environnement, les mêmes services ont effectué, durant la même année, plus de 6.000 patrouilles dans les régions les plus exposées à la dégradation environnementale, et plus de 1.000 opérations d'intervention dans le cadre des comités sectoriels, en enregistrant 5.357 affaires liées à l'atteinte à l'environnement, outre 222 analyses effectuées au niveau de l'Institut national de criminalistique et de criminologie.

Par R N

AUGMENTATIONS DES PENSIONS ET ALLOCATIONS DE RETRAITE

Les versements opérés à partir de ce mercredi

Les augmentations ayant touché les pensions et allocations de retraite décidées par le président de la République sont versées à partir d'hier mercredi. Une mesure qui concerne plus de 2,6 millions de bénéficiaires.

Cette opération, la deuxième du genre en l'espace de deux années, arrive dans une conjoncture mondialement difficile marquée par une flambée des prix des produits de première nécessité.

Pour cela, la Caisse nationale de retraite (CNR) s'emploie à toute une or-

ganisation de manière à garantir les versements avant les dates habituelles et une plateforme est déjà opérationnelle depuis quelques jours pour permettre aux retraités de suivre le versement de leurs augmentations sans se déplacer.

M. Djaafar Abdelli, directeur général de la CNR, explique à la Radio Chaîne 3, que ceux qui, d'ordinaire percevaient jusque-là leurs pensions et allocations « les 21 et 22 de chaque mois, les recevront cette fois, plutôt le 18, pour ceux du 23 et 24, ça sera le 19, et

ceux du 25 et 26, ça sera pour le 20 du mois».

Il est à noter que malgré le déficit financier de la CNR, estimé à près de 700 milliards de dinars, un budget de plus de 300 milliards de dinars est dégagé pour la révision des pensions de retraite pour la période 2020-2022.

Pour les augmentations prévues en cette année 2023, une incidence globale de 147 milliards de dinars est prévue pour la consolidation de la cohésion sociale.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihou
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

CONSTRUCTION AUTOMOBILE

Les sous-traitants locaux se préparent

L'essor nouveau est attendu de la construction automobile en Algérie, n'a de sens que dans la mesure, ou la sous-traitance de pièces de rechange est labélisée du sceau local. Autant dire que le développement du tissu de PME/PMI, est essentiel pour un taux d'intégration minimal dans ce type de construction.

Par Reda Hadi

En effet, il est reconnu que notre tissu de PME/PMI est en deca des normes internationales, il n'en demeure pas moins pourtant que malgré leur sous-nombre, des professionnels de la sous-traitance s'engagent dans le défi d'améliorer le taux d'intégration.

Il faut préciser surtout que dès l'annonce de fabrication des premiers véhicules algériens, près de 350 "petits patrons" se sont dits prêts à répondre au cahier de charges et affirment leur disponibilité à satisfaire la demande.

Une affirmation confirmée par des professionnels de ce secteur qui ont exprimé, leur détermination à s'inscrire dans la stratégie nationale en matière d'amélioration du taux d'intégration dans le domaine de la construction automobiles, saluant au passage les avancées constatées pour le lancement d'une industrie locale de véhicules.

C'est dans le cadre de la 16ème édition du Salon international de l'après-vente automobile et des services pour la mobilité «Equip Auto Algeria», qui se tient depuis lundi au Palais des expositions, que des opérateurs nationaux dans le domaine de la fabrication et de la distribution de la pièce de rechange automobile, ont montré leur optimisme quant à la concrétisation des objectifs fixés en matière d'amélioration du taux d'intégration devant atteindre 30% au bout de cinq ans d'exercice pour les constructeurs automobiles agréés.

Pierre angulaire d'une construction automobile pérenne en Algérie, la sous-traitance se doit d'améliorer ses performances, pour être compétitive.

Selon le président du Club économique algérien (CEA), réunissant des entreprises algériennes de la sous-traitance automobile, approché par des confrères, «la filière devrait connaître un essor significatif avec le lancement des projets de construction automobile, dans le cadre des partenariats avec des constructeurs étrangers».

Pour lui, «il est de l'intérêt de l'économie nationale de fabriquer localement les pièces de rechange et les composants nécessaires à l'industrie automobile».

Mettant en avant les retombées positives de ce secteur notamment en matière de création d'emplois et de réduction des coûts d'importation, celui-ci a insisté sur la nécessité d'améliorer le système de formation d'une main œuvre qualifiée et spécialisée, surtout.

En effet d'aucuns précisent que le manque de personnels qualifiés, peut être la pierre d'achoppement de ce type d'industrie.

Dans cette optique, le Club économique algérien, en partenariat avec l'Automotive Academy appartenant au groupe automobile suisse Lexus a procédé à la signature d'une convention de partenariat avec la Direction de la formation professionnelle de la wilaya d'Alger pour la création d'un centre de formation de référence dans les métiers de l'automobile au niveau de la commune de Reghaia.

Reste qu'hormis la spécialisation du personnel, la question de l'approvisionnement en matière première, n'est pas des moins

chers.

A ce sujet, des fabricants sollicités par les constructeurs automobiles européens, se disent confrontés, à la contrainte de disponibilité de la matière première, à savoir le plomb qui est récupéré à travers les unités de recyclage.

L'auto tire la sous-traitance

Les fabricants algériens se disent prêts à relever le défi, car l'essor de ce secteur ne peut que les tirer vers le haut. En effet, des PME sont sollicitées par les constructeurs installés en Algérie, dans des segments tels que les filtres à l'huile, filtre à carburants, bougies, balaies d'essuie vitre et des plaquettes de frein ainsi que des kits d'embranchement de technologie allemande, ou les batteries.

Pour booster la filière de la sous-traitance, les pouvoirs publics ont pris certaines mesures. En effet, ces sous-traitants bénéficient d'un accompagnement du ministère du secteur dans leurs discussions avec les constructeurs internationaux devant s'installer en Algérie dans le but d'obtenir les homologations nécessaires. La loi oblige aussi le constructeur de s'approvisionner au niveau des sous-traitants homologués pour l'activité de ses autres sites de production à l'étranger.

Par ailleurs et dans le oui de promouvoir cette filière, les sous-traitants pourront produire de la pièce pour la première monte mais aussi les pièces de rechange. En ce sens des sous-traitants sont d'ores et déjà homologués, et actifs dans la câblerie, la pneumatique, composants plastiques et sièges automobiles notamment.

Naftal lance une offre promotionnelle

La société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers Naftal a lancé une offre promotionnelle sur les pneus de la marque Iris au niveau de ses stations self-service, a indiqué l'entreprise dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Les clients de Naftal pourront bénéficier d'une remise de 4% pour l'achat de 2 pneus de la marque Iris et d'une remise de 10% pour l'achat 4 pneus de la même marque.

Naftal a annoncé jeudi dernier, la première phase de la généralisation, à travers ses stations-service, du paiement électronique par cartes interbancaires (CIB et Edahabia) via des terminaux de paiement électroniques (TPE) fournis par la Banque extérieure d'Algérie (BEA).

Cette opération entre dans le cadre de la « politique générale du groupe Sonatrach, et en application des instructions des hautes autorités du pays » en ce qui concerne « la promotion et la généralisation de la digitalisation à tous les niveaux », a indiqué M. Chafi lors d'un point de presse organisé à l'occasion.

SALON INTERNATIONAL DE L'ÉLECTROMÉNAGER

La première édition s'ouvre aujourd'hui à Alger

La première édition du Salon international de l'électroménager se tiendra à partir de jeudi 16 mars jusqu'à lundi 20 mars au Palais des expositions à Alger, avec la participation de près de 35 exposants, ont indiqué hier les organisateurs dans un communiqué. Cet événement est "l'occasion pour le public de découvrir les dernières tendances en matière d'appareils et d'équipements ménagers ainsi que les diverses modalités de financement", selon l'entreprise organisatrice de cette manifestation "One Creative". Le salon sera également l'occasion pour les producteurs et les distributeurs, principalement de la production locale, de présenter "les derniers produits et technologies de l'industrie de l'électroménager", selon la même source. L'exposition réunira les principaux fabricants et fournisseurs locaux et internationaux de renommée afin de présenter une gamme d'appareils et d'équipements ménagers, notamment des appareils de cuisine et de buanderie, des climatiseurs ainsi que des lave-linges, des réfrigérateurs, des cuisinières, des fours, des micro-ondes, des lave-vaisselles et des aspirateurs. Des séminaires et des ateliers animés par des professionnels du secteur seront également au menu du salon, qui aura aussi pour vocation de "favoriser la collaboration entre les professionnels du secteur et de promouvoir l'Algérie en tant que pôle d'innovation en matière de technologie domestique", souligne le communiqué.

R.E.

R.E.

INDUSTRIE AUTOMOBILE EN ALGÉRIE

Les entreprises russes manifestent leur intérêt

Une rencontre entre des hommes d'affaires algériens, membres du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), et leurs homologues russes de la région de Kalouga, a été tenue, mardi à Alger, durant laquelle il a été évoqué les possibilités de partenariat et d'investissement, notamment dans le domaine de l'automobile. Cette rencontre d'affaires a été organisée en marge de la 16 édition du Salon international de l'après-vente automobile et des services pour la mobilité "Equip Auto Algeria" qui se tient depuis lundi au Palais des expositions.

Participant pour la première fois à ce salon, six entreprises russes ve-

nant de la région de Kalouga ont échangé au cours de cette rencontre des possibilités de nouer des relations commerciales et d'investissement dans le domaine de l'industrie automobile en Algérie, a indiqué à l'APS, Merouane Belkacem, président du Syndicat des entreprises du plastique et des emballages, affilié au CREA.

"Nous avons évoqué avec les hommes d'affaires russes les opportunités de travailler ensemble, en particulier dans le domaine de l'électronique, la plasturgie et le secteur mécanique. Nous avons discuté sur les questions juridiques et réglementaires concernant les investissements en Algérie", a fait savoir M. Belka-

cem, assurant que les entreprises russes sont intéressées par le marché algérien et souhaitent concrétiser des projets de partenariat de distribution, de montage et de production directe.

Parmi les entreprises russes ayant manifesté un intérêt particulier pour le marché algérien, figure "Avtoelektronika", qui produit des composants électroniques automobiles et des systèmes des directions assistées électriques au profit des grands groupes russes et étrangers.

D'autres compagnies à l'instar de KMK Zavod, Siver, AE Detal, OKB Mel, et Energomashbyot ont proposé d'autres types de pièces de rechanges, des outillages et des

systèmes électriques destinés aux motos.

Ces entreprises sont installées dans la région de Kalouga, qui abrite des usines de construction automobile de marques russes, européennes et asiatiques.

La participation de ces entreprises russes au 16ème salon d'Equip Auto d'Alger a été prise en charge par l'Etat russe qui encourage, "à investir en Algérie et dans le continent africain", sachant que le vice-gouverneur de cette ville avait accompagné la délégation d'affaires qui séjourne actuellement en Algérie.

FIAT ALGÉRIE

La date du lancement officiel dévoilée

Le groupe Stellantis a annoncé hier la date du lancement officiel de la marque Fiat en Algérie. Ce sera dimanche prochain, 19 mars à l'hôtel Sheraton d'Alger. Un point de presse sera animé par les responsables de l'entreprise. Il sera suivi par une présentation des versions et modèles de la marque Fiat que le Groupe compte produire en Algérie. Une occasion pour Stellantis de dévoiler d'avance des détails sur la commercialisation, les prix et délais de livraison.

Rappelons que les premières Fiat, en provenance d'Italie, sont arrivées dimanche dernier au port de Mostaganem. Il

s'agit d'un lot de 120 voitures du modèle Fiat 500. Fiat Algérie fait partie des trois premiers concessionnaires ayant obtenu l'agrément du ministère de l'Industrie pour l'importation et la commercialisation des véhicules neufs. Deux autres concessionnaires ont également reçu l'agrément. Il s'agit de Emin Auto pour les véhicules de marque chinoise JAC et Halil Auto de la marque Opel appartenant au groupe Stellantis. Un premier lot de 120 voitures de marques Fiat sont arrivées le 12 mars au port de Mostaganem.

Les premiers véhicules de marque italienne Fiat assemblés en Algérie seront commercialisés à compter du 1er décembre

2023. L'usine FIAT, implantée à Tafraoui dans la wilaya d'Oran devrait être réceptionnée définitivement d'ici le 31 août de l'année en cours. Elle entamera ses essais du mois de septembre à octobre pour entrer en production le 1er décembre 2023.

Le secteur de l'automobile qui a été pendant plusieurs bloqué suite à la suspension de l'importation des véhicules, arrive enfin à son épilogue. Cette situation avait provoqué une augmentation des prix des voitures d'occasion sur le marché.

S R

JOURNÉE INTERNATIONALE DES MATHÉMATIQUES

L'Université relève le défi en dispensant une formation de qualité

Le recteur de l'Université des Sciences et technologies Houari-Boumediene (USTHB), Djamel Eddine Akretche a mis en avant, mardi à Alger, l'importance des mathématiques dans le développement des nations, affirmant que l'Université algérienne est soucieuse de dispenser une formation de qualité et d'assurer un climat favorable aux étudiants en mettant à leur disposition des outils efficaces pour développer la recherche.

Cette journée "met en exergue l'importance des mathématiques dans notre vie quotidienne et dans le développement de la civilisation humaine de manière générale", a précisé Pr Akretche dans une allocution prononcée à l'occasion de la Journée internationale des mathématiques, célébrée le 14 mars de chaque année.

Et d'ajouter, dans le cadre de la Semaine universitaire des mathématiques, organisée du 12 au 15 mars sous le thème "Les mathématiques et leurs interactions avec le monde socioéconomique", que les mathématiques étaient considérées désormais "le socle" pour de nombreux domaines de la vie, car étant notamment au cœur du développement de l'intelligence artificielle et de la transition technologique.

Il a affirmé, dans ce contexte, que le progrès atteint par les nations était dû à l'adoption et à l'utilisation efficace des mathématiques, cette science qui constitue un défi qui "nous oblige aujourd'hui plus que jamais à nous tourner vers une formation de qualité et à établir les fondements pour fournir aux étudiants des outils efficaces".

M. Akretche a également mis en avant les efforts de l'USTHB, à travers la seule faculté de mathématiques à l'échelle nationale, visant à "promouvoir la recherche scientifique dans le domaine des mathématiques et à mettre à disposition des étudiants un climat pédagogique favorable à même de développer leurs compétences dans ce domaine".

Le recteur de l'USTHB a fait état, dans ce cadre, d'une convention avec Algérie Télécom visant à augmenter le débit internet à hauteur de 300 mégas, pour "permettre aux étudiants et chercheurs d'occuper les premières places à l'échelle mondiale", a-t-il révélé.

Soulignant que cette journée s'inscrit dans le cadre de l'organisation d'une semaine scientifique nationale des mathématiques, le représentant du ministre de l'Enseignement supérieur, directeur général des enseignements et de la formation, Ali Choukri a rappelé que le nombre d'étudiants dans cette spécialité dépassait "les 25.000 étudiants encadrés par plus de 3.000 enseignants".

Il a relevé également l'existence de onze (11) spécialités mathématiques dans le cycle Licence, 81 en Master et 51 en Doctorat, outre 3.000 doctorants et 80 laboratoires de recherche au niveau national, mettant en avant "l'intérêt majeur" accordé par l'université algérienne aux mathématiques.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique œuvre à "renforcer les spécialités" en matière d'intelligence artificielle à travers "la préparation de nouvelles formations au niveau de l'ensemble des universités du pays", a affirmé M. Choukri.

La célébration de la Journée internationale des mathématiques qui a eu lieu au niveau de l'USTHB a vu l'organisation de conférences sur les relations entre les mathématiques, l'économie, les banques, l'algèbre et les chiffres. Les clubs scientifiques de l'USTHB ont organisé également une exposition dédiée aux projets et innovations mis au point par les étudiants des différentes spécialités.

PROGRAMME SPÉCIAL DE REFINANCEMENT 2100 milliards de DA injectés par la BA

Le retour à une situation pandémique maîtrisée conjuguée à la reprise constatée de l'activité économique nationale, a conduit la Banque d'Algérie, au mois de mars 2022, à lever les mesures exceptionnelles prises pour atténuer l'impact de la pandémie et à retourner progressivement à une situation normalisée.

Par Slimane T

A ce titre, il est à rappeler que ces mesures ont été prises le 1er mars 2020 et qu'elles consistaient en à «ramener le seuil minimum du coefficient de liquidité à 60 % ; dispenser les banques et les établissements financiers de l'obligation de constitution du coussin de sécurité ; autoriser les banques et les établissements financiers à reporter le paiement des tranches de crédits arrivant à échéances ou à procéder au rééchelonnement des créances de leur clientèle ayant été impactée par la pandémie ; autoriser les banques et les établissements financiers à octroyer de nouveaux crédits à la clientèle ayant bénéficié des mesures de report ou de rééchelonnement».

S'agissant du Programme Spécial de refinancement, la Banque d'Algérie a fait savoir que ce dernier a pris fin en juin 2022. A cette date, il a atteint un montant de 2 100 milliards de dinars répartis en cinq opérations. « La première, d'un montant de 396,11 milliards de dinars, le 07 juillet 2021 ; la seconde, d'un montant de 443,89 milliards de dinars, le 04 août 2021 ; la troisième, d'un montant de

420,00 milliards de dinars, le 08 septembre 2021, la quatrième, d'un montant de 420,00 milliards de dinars, le 03 novembre 2021 et la cinquième, d'un montant de 420,00 milliards de dinars, le 08 juin 2022 », détaille la BA dans sa note de conjoncture des neuf premiers mois de 2022.

Ce programme, indique-t-il, a permis de soutenir le plan de relance économique ainsi que de maintenir la stabilité du système financier en contexte de chocs exogènes sur l'économie nationale, particulièrement les impacts de la pandémie du Covid-19 et la baisse des prix du pétrole.

À fin septembre 2022 une banque a déjà remboursé par anticipation, sa part dans le PSR à hauteur de 167,589 milliards de dinars, indique la même source.

En termes de liquidité globale des banques, à fin septembre 2022, elle s'élève à 1 809,1 milliards de dinars contre 1 331,9 milliards de dinars à fin décembre 2021 (1 229,7 milliards de dinars à fin septembre 2021), soit une hausse de 477,2 milliards de dinars par rapport à fin 2021. Comparativement à septembre 2021, la liquidité bancaire a augmenté de 579,4 milliards de dinars.

En ce qui concerne le marché monétaire interban-

caire, à fin septembre 2022, il a enregistré un montant total échangé de 329,3 milliards de dinars contre 48,5 milliards de dinars à fin 2021 (58 milliards de dinars à fin septembre 2021), soit une hausse de 280,8 milliards de dinars.

À noter que ses montants ont été tous négociés au niveau du segment à terme du marché monétaire interbancaire. Quant au taux d'intérêt sur le marché interbancaire à terme, il s'est situé à 2,12346 % à fin septembre 2022 contre 0,90979 % à fin décembre 2021 alors que l'activité sur le marché au jour le jour a été quasi nulle pendant cette période.

Évolution du taux de change

Entre décembre 2021 et septembre 2022, le cours de change moyen de l'euro a subi une forte dépréciation de 12,4 % face au dollar américain passant de 1,1304 dollar à 0,9904 dollar.

Aussi, le cours de fin de période, entre décembre 2021 et septembre 2022, de l'euro face au dollar s'est déprécié de 13,9 % passant ainsi de 1,1326 dollar à fin décembre 2021 à 0,9748 dollar à fin septembre 2022 alors que le dinar algérien a connu une forte appréciation de 11,92 % face à l'euro, passant ainsi de 157,0045

dinars pour un euro à fin décembre 2021 à 138,2903 dinars pour un euro à fin septembre 2022, et une légère dépréciation de 1,36 % face au dollar passant ainsi de 138,8376 dinars pour un dollar à 140,7248 dinars pour un dollar entre fin décembre 2021 et fin septembre 2022.

Néanmoins, il importe de noter que durant le troisième trimestre de l'année 2022, le dinar algérien a gagné 3,9 % de sa valeur contre le dollar américain et 10,5 % contre l'euro. En effet, cette appréciation appréciable reflète la volonté de la Banque d'Algérie de lutter contre l'accélération de l'inflation importée en contexte de sous évaluation ponctuelle du dinar, par rapport à ses fondamentaux, et de la faiblesse conjoncturelle de l'euro. Par ailleurs, le taux de change effectif nominal (TCEN) de l'Algérie enregistre une appréciation de 16,1 % au mois de septembre 2022, comparativement au même mois de l'année 2021. Par rapport au mois de décembre 2021, cet indice s'est apprécié de 12,7 %. Enfin, le taux de change effectif réel (TCER) a connu une appréciation de 12,9 % entre le mois de septembre 2021 et le mois de septembre 2022.

SALON INTERNATIONAL DE L'ÉLECTROMÉNAGER (SIEM)

BANK ABC présente les nouvelles formules de financement

Bank ABC prend part à la 1ère édition du Salon International de l'Électroménager- SIEM, qui se tient du 16 au 20 Mars au Palais des Expositions (Safex- pavillon C), à Alger. Les nouveaux produits et les différentes formules de financement à la consommation destinés à l'acquisition de l'électroménager et des équipements domestiques seront présentés par la banque durant cette manifestation, avec une offre spéciale salon sur la gratuité des frais de dossier.

Des produits attractifs sont présentés tels que le financement « MOUMKIN » ainsi que le « Financement Aménagement sans Hypothèque ». Ces deux produits permettent en effet aux particuliers, de bénéficier d'un financement allant jusqu'à 100 % et ce, sans apport personnel.

Son produit « Aménagement Sans Hypothèque », très compétitif avec un fi-

ancement allant jusqu'à 3 Millions de dinars sur une durée de remboursement pouvant s'étaler jusqu'à 120 mois. En plus de ses offres à la consommation, Bank ABC met également en avant ses produits de financement islamique, conformes aux principes de la charia islamique à travers sa fenêtre "alburqa".

Le produit phare de ce salon, "alburqa-Moumkin-Mourabaha", qui consiste en un financement de produits de grande consommation selon la formule chariaque "La Mourabaha". Ce produit est accessible à tout salarié ou retraité résidant en Algérie, il offre un financement allant jusqu'à 1 Million de dinars avec des remboursements pouvant aller jusqu'à 36 mois et ce, sans apport personnel.

Les produits de financement islamique sont actuellement proposés dans toutes les agences de Bank ABC et

avec des guichets « alburqa » dédiés à Bir Mourad Rais - Alger, Sétif, Chlef-fainsi qu'à Oran.

Par ailleurs, Bank ABC prévoit de déployer ses guichets de la finance islamique dans d'autres wilayas au courant de l'année 2023.

Bank ABC saisit également l'occasion dans le cadre de l'organisation de ce salon pour présenter sa nouvelle carte internationale « MasterCard Platinum ».

Destinée au grand public, cette carte offre des avantages haut de gamme exclusifs ainsi que des remises inédites et attractives avec les partenaires Mastercard, mais aussi une assurance voyage offerte au détenteur de cette carte, son conjoint(e) et leurs enfants.

Cette Mastercard est la première en son genre à offrir des avantages premium exceptionnels accessibles à tous.

R.E.

RÉALISATION DU PROGRAMME ENR DE 15 000 MW 54 milliards m3 du gaz seront économisés

La concrétisation du programme national des énergies renouvelables (EnR) de 15 000 mégawatts (MW) permettra à l'Algérie d'économiser 54 milliards de mètres cube en gaz nature. L'annonce a été faite par le Pdg du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal depuis la wilaya d'Oran, en marge des travaux du septième symposium de l'Association algérienne de l'industrie du gaz.

Par Zahir R

Des quantités supplémentaires qui vont être injectées sur le marché international notamment, dira-t-il. Donc, des devises additionnelles pour le Trésor public. En effet, et grâce à la manne gazière, des investissements seront consentis dans le domaine du développement d'une industrie pour les EnR. « C'est dans ce cadre que s'inscrit le programme du gouvernement visant à la production de 15 000 MW d'électricité en EnR à l'horizon 2030 », détaille Adjal, en rappelant que son groupe a été chargé à l'exécution de cet important projet. Il a dans ce cadre, fait savoir que son groupe est mobilisé pour la réussite dans la concrétisation de cet ambitieux programme et devenir un des leaders mondiaux dans ce domaine de production d'électricité via le photovoltaïque. Le 30 janvier dernier, rappelle-t-

on, le gouvernement avait chargé le groupe officiellement le groupe Sonelgaz de réaliser 15.000 mégawatts en énergies renouvelables. Comme première phase, un appel d'offres national et international a été lancé fin février dernier, portant sur l'étude, l'ingénierie, le génie civil, la fourniture, le transport, le montage, la formation, les essais et la mise en service de 15 centrales solaires photovoltaïques, d'une capacité totale de 2000 MW réparties en 15 lots y compris leur raccordement. Les 15 centrales solaires seront implantées dans 11 wilayas allant de 80 MW à 220 MW. Ainsi, dans la wilaya de Béchar, deux centrales solaires de 80 MW et 120 MW seront réalisées respectivement à Abadla et Kendsa. En effet, c'est à travers ce genre de projets EnR que les pouvoirs publics comptent faire face à la forte demande sur le marché local en matière d'électricité et à la consommation du gaz. Sur ce point, le Pdg de la Sonelgaz a fait savoir que la consom-

mation nationale en gaz s'est nettement augmentée, en passant de 11 milliards m3 en 1998 à 41,2 % en 2022. Ajoutant à cela, les clients de la Sonatrach, « on aura une consommation de 45,87 milliards m3, soit une évolution de 6% annuellement ! » Ainsi, la distribution générale du gaz et aux industriels a connu une augmentation significative, en passant de 4,3 milliards m3 à 20,4 milliards m3 en 2022. « Des efforts importants ont été consentis ces dernières années en matière de raccordement des populations en gaz et électricité. Grâce à ces efforts et aux investissements engagés, plus de 7 millions de foyers sont raccordés au gaz naturel et plus de 11 millions de foyers sont raccordés à l'électricité », souligne-t-il. Les participants à ce symposium, dont les travaux ont pris fin hier mercredi, ont souligné le rôle important du gaz dans la transition énergétique, car il s'agit d'une énergie propre et un passage idoine vers le déploiement des énergies renouvelables et la tran-

sition vers de meilleures énergies. Le défi de l'Algérie est donc d'augmenter ses exportations en gaz naturel en réduisant la consommation locale avoisinant actuellement les 50 milliards de m3/an, destinée principalement par la production de l'électricité. Le challenge donc c'est de parvenir à substituer à cette consommation par les EnR afin d'atteindre l'objectif fixé par le président Tebboune, à savoir l'augmentation de nos exportations en gaz à 100 milliards m3/an. Le groupe Sonatrach y travaille déjà sur la question, en multipliant les recherches d'exploration et la situation de nouveaux accords de partenariats. Sur ce point, le PDG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a annoncé, à l'ouverture des travaux de ce symposium que l'Algérie prévoit de mettre sur le marché pas moins de 100 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an au cours des cinq années à venir.

PÉTROLE Les cours en chute libre laissent craindre une récession

À la clôture de la bourse, mardi soir, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a perdu 4,11 %, en chutant à 77,45 dollars. De son côté, le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en avril, a été dépossédé de 4,63 %, pour tomber à 71,33 dollars. Rapportés par l'Agence France-Presse, les échanges électroniques postérieurs à la fermeture montrent que ces deux variétés de référence du marché ont poursuivi leur glissement au fil de la soirée. Pour la première fois depuis début décembre, le Brent est passé sous la barre des 77 dollars et le WTI s'est écroulé sous les 71 dollars. En parallèle, les actions de Crédit Suisse Group AG ont aussi plongé et l'indice Euro Stoxx Banks a baissé, alimentant les inquiétudes sur l'économie mondiale et la demande de pétrole. Le rapport mensuel de l'Agence internationale de l'énergie sur les marchés pétroliers a également fait état d'un marché baissier, prévoyant que l'offre mondiale de brut devrait « facilement » dépasser la demande au cours du premier semestre avant de resserrer l'écart plus tard dans l'année. « Cette crise bancaire renforce la peur d'une récession. Cela n'augure rien de bon pour la demande de pétrole », a réagi l'analyste John Kilduff d'Again Capital, en référence à la faillite de trois établissements américains en quelques jours dont la Silicon Valley Bank. « À part l'or, c'est tout le secteur des matières premières qui semble penser qu'on va vers une récession », a estimé Bill O'Grady, de Confluence Investment, auprès de l'AFP. « Et la plupart des indicateurs traditionnels l'annoncent », a-t-il insisté en mentionnant tout particulièrement l'évolution des taux obligataires, plus élevés à court terme qu'à long terme depuis des mois, phénomène qui précède quasi-systématiquement une récession. L'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) a mis à jour, mardi, ses prévisions pour l'année 2023. Le cartel persiste et signe en maintenant son estimation d'une hausse de la demande de 2,3 millions de barils par jour. Il prévoit une augmentation de la demande asiatique, et un abaissement de celle de l'Amérique et de l'Europe. Agence

MINE DE GARA DJEBILET

Les opérations de transformation bientôt lancées

Les opérations de transformation du minerai de fer au niveau de la mine de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf), mise en exploitation au mois de juillet dernier, seront bientôt lancées, a déclaré le directeur général adjoint de l'Entreprise Nationale de Fer et de l'Acier (FERAAL), Redha Belhadi. S'exprimant hier mercredi, sur les ondes de la Radio nationale, le même responsable a fait savoir qu'une convention de partenariat sera mise en place, au cours de ce premier semestre de 2023 avec un partenaire étranger pour permettre le lancement de cette opération. « Cette opération permettra à l'horizon 2025, une production de près de 02 millions de tonnes de fer », a-t-il fait savoir. Le projet stratégique d'exploitation de la mine de Gara Djebilet à Tindouf constitue en effet, « un levier » de l'industrie sidérurgique en Algérie qui favorisera « la réalisation de mégas projets à l'avenir ».

Le Conseil des ministres tenu en mai 2022 sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait approuvé le lancement de la 1ère phase de l'exploitation du projet de minerai de Gara Djebilet, avant que le lancement officiel ne soit donné au mois de juillet de la même année. Selon les estimations de l'entreprise FERAAL, dans la phase d'exploitation (2022-2025), la capacité de production du minerai variera entre 2 et 3 millions de tonnes de minerai de fer, pour arriver à 40-50 millions de tonnes/an à partir de 2026. Considérée comme l'une des plus grandes mines de fer dans le monde, Gara Djebilet recèle plus de 3 milliards de tonnes de réserves dont 1,7 milliards de tonnes exploitables, selon les mêmes estimations.

R E

DÉBUTERA UNE SEMAINE AVANT LE RAMADHAN

L'activité de vente en soldes autorisée

Le ministère du commerce a annoncé hier mercredi, dans un communiqué, le lancement de l'opération de vente en soldes une semaine avant le mois de ramadhan et s'étalera jusqu'à l'Aïd El Fitr. « Le ministère du Commerce informe les agents économiques et les consommateurs que l'activité de vente en soldes a été autorisée durant le mois de ramadhan et les deux jours de l'Aïd El Fitr de l'année en cours et ce, au niveau des locaux commerciaux, des foires et des espaces commerciaux réservés à cet effet », précise le communiqué. L'opération de vente promotion-

nelle et de soldes concerne, « les biens et les produits convoités par le citoyen dans de telles occasions, en particulier les denrées alimentaires, les légumes et les fruits, la viande de toutes sortes, les fruits secs, les fournitures de gâteaux, les vêtements et les chaussures, ainsi que les appareils électroménagers, les ustensiles et autres ». Ces modes de vente sont l'occasion pour les agents économiques de revitaliser et de mettre à niveau leurs activités, les appelants à les activer et à contribuer à proposer des prix bas et compétitifs, permettant aux consommateurs de bénéficier de biens et services à

des prix promotionnels et réduits. Il est à noter que la période des soldes a été étendue au mois de Ramadan et aux fêtes religieuses et à l'occasion d'événements commerciaux, en vertu du décret exécutif 20-399 du 26 décembre 2020 modifiant et complétant le décret exécutif 06-215 du 18 juin 2006 fixant les conditions et les modalités de réalisation des ventes en soldes, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines et des ventes au déballage.

R E.

TRAVAUX PUBLICS

La pénétrante port de Bejaia-Ahnif (Bouira) fonctionnelle fin juin

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a indiqué, mardi à Bejaia, que la pénétrante devant relier Bejaia et Ahnif (Bouira), siège de la jonction avec l'autoroute Est-Ouest, sera ouverte et mise en service dès la fin du mois de juin prochain.

ADRAR/FÊTE DE LA TOMATE
Une opportunité pour valoriser une filière en quête de développement

La fête de la tomate, dont la première édition nationale a débuté lundi à Adrar, constitue une opportunité pour valoriser une filière en quête de développement et de croissance à travers le renforcement de la chaîne de commercialisation et l'encouragement de l'industrie de transformation agricole, ont estimé les organisateurs. Initiée par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Touat) et la Direction du Commerce et de la Promotion des exportations de la wilaya d'Adrar, sous le slogan "Production, Transformation et Exportation", cette manifestation économique est marquée par l'organisation d'un salon dédié à la filière de la tomate avec la participation de plus de 50 exposants représentant des producteurs, des organismes d'accompagnement et de financement ainsi que des opérateurs économiques, a précisé le directeur de la CCI-Touat, Sadek Ismaïl. Cette manifestation qui a drainé à son ouverture un large public, a pour objectif de mettre en exergue les potentialités que recèle la wilaya d'Adrar en production tomatière, une filière ayant besoins de promotion en termes de commercialisation et de diversification des opportunités d'investissement notamment à travers l'encouragement de l'industrie de transformation agricole dans cette wilaya de l'extrême-Sud du pays qui dispose d'unités industrielles de conservation de la tomate, a-t-on soutenu.

Devant s'étaler sur quatre jours (13-16 mars), ce salon permettra aux participants d'exposer leurs produits y compris des échantillons de l'industrie de transformation, et de faire connaître leur savoir-faire concernant les techniques modernes de culture de la tomate visant à augmenter le rendement de ce produit récolté. Le salon est aussi une occasion pour les différentes institutions d'accompagnement, de financement et d'appui agricole présentes de proposer leurs services susceptibles d'encourager l'investissement dans cette filière jugée prometteuse, a-t-on indiqué.

Passant en revue une large partie du projet, notamment les tronçons stratégiques, de surcroît en butte à quelques contrariétés, le ministre s'est dit confiant quant à sa livraison dans ce nouveau délai impartit, se montrant ferme avec ses responsables pour être au rendez-vous. "On va veiller à ce que ce soit fait", a-t-il assuré. L'effort attendu se focalise essentiellement sur le tronçon Takérietz-Timezrit, où s'y réalise des pont-route et un tunnel, arrivé à une phase d'équipement. Sinon, le lot route est quasiment achevé, donnant ainsi l'opportunité aux conducteurs de travaux, d'envisager d'ores et déjà la mise en œuvre d'autres ouvrages d'arts associé, notamment les échangeurs, prévus à hauteur d'une part de la localité de Tala-hamza, à six km de Bejaia, attendu pour réguler la circulation au profit de trois routes nationales que sont la 75 (Bejaia-Sétif par le sud), la 12 (Bejaia-Tizi-Ouzou) et la 09

(Bejaia-sétif par le flanc Est) d'autre part, celle de Oued-Ghir, à 11 km à l'ouest de Bejaia, devant réaliser la jonction avec la RN.26 (Bejaia-Bouira) et la 12 (Bejaia-Tizi-ouzou par El-ksour). Les travaux vont être entamés parallèlement à la poursuite de ce qui reste à faire, souligne le ministre, insistant tout particulièrement sur le lot route, de sorte, dira-t-il à "mettre fin au calvaire des automobilistes entre Sidi-Aich et Takérietz, en permanence congestionné par les usagers passant par la RN.26 sur une distance de 05 km". Le projet, entamé en avril 2013, a connu de considérables retards dus à de contraintes diverses, notamment, celles inhérentes aux ruptures de financement, à la topographie et aux considérations géotechniques des sols et aux oppositions des riverains. Néanmoins, quelques 70 km, ont pu jusqu'à maintenant être livrés et mis en service graduellement depuis 2017. Durant ce crochet à Bejaia, le ministre en a

profité pour passer, en revue également, les chantiers visant le dédoublement et l'électrification de la voie ferrée entre Bejaia et Beni-Mançour, sur 87 km. Actuellement, les travaux se focalisent essentiellement sur la réalisation des ouvrages d'art.

Les deux projets demeurent intimement liés, notamment dans la perspective de l'entrée en production du gisement de plomb et Zinc d'Amizour, dont ils vont servir d'appoint stratégiques pour le dégagement des deux minerais vers le port de Bejaia.

L'occasion de cette visite a par ailleurs permis de constater de visu un autre projet, que d'aucuns considèrent grandiose. Il s'agit de l'agrandissement et de la modernisation de la route des gorges de Kherrata sur 7,6 km. Le projet, taillé sur la roche, au milieu d'un décor naturel sublime, et qui a nécessité pour se faire une technologie rare, est arrivé à maturité.

STATION DE DESALEMENT D'EAU DE MER DE CORSO (BOUMERDÈS)

Entrée en service en mai prochain

La station de dessalement d'eau de mer (SDEM) en réalisation sur le littoral de Corso (Nord de Boumerdès) entrera en service en mai prochain, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Cette station dont la réalisation rentre dans le cadre de la stratégie initiée par l'Etat pour remédier au déficit en ressource en eau, sera « livrée et mise en service en mai prochain », a indiqué le wali de Boumerdès, Yahia Yahiatene, alors qu'il supervisait une campagne de réparation des fuites d'eau, lancée dimanche par l'Algérienne des eaux et qui se poursuivra jusqu'à jeudi prochain. M. Yahiatene a ajouté que la capacité de production de cette station est de près de 80 000 m³/Jour. « Elle permettra de renforcer les capacités d'alimentation en eau potable des citoyens des régions Ouest et Nord de Boumerdès, au même titre que ceux de la partie-Est de la capitale », a-t-il relevé. Le même responsable a assuré que « toutes les dispositions ont été prises pour la réception de ce projet, en réalisation sur

une assiette de 6 ha, dans les délais contractuels », soulignant que sa durée d'exploitation est de 30 ans. Cette SDEM est inscrite au titre du plan d'urgence du président de la République portant réalisation de quatre (4) stations similaires à Oran, Béjaia, El-Tarf et Alger. Outre ce projet, Boumerdès a bénéficié d'une méga-station de dessalement d'eau de mer, lancée en réalisation sur une superficie de 16 ha de la commune de Cap Djinet (à l'Est de la wilaya). Une fois opérationnelle, la capacité de production de cette future Station atteindra les 300 000 m³ d'eau/Jour. Elle est destinée à l'amélioration de l'alimentation en eau potable des habitants des wilayas de Boumerdès et d'Alger. Lancée par l'ADE de Boumerdès, la campagne d'éradication des fuites d'eau a mobilisé 25 unités d'intervention des wilayas de Boumerdès, Bouira et Tizi-Ouzou, en vue de mettre un terme à la déperdition de 5.000 m³ d'eau, grâce à la réparation de près de 150 fuites signalées sur le réseau.

CONSTANTINE

Le tunnel de Djebel El Ouahch sera livré dans les délais impartis

Le tunnel de Djebel El-Ouahch à Constantine sera réceptionné dans les délais impartis d'autant plus que les obstacles liés aux travaux de forage entravant l'avancement du chantier de sa réhabilitation ont été levés, a appris, lundi, l'APS du directeur régional de l'Algérienne des autoroutes (ADA). Les travaux de forage menés dans le cadre du chantier de réhabilitation du tunnel de Djebel El Ouahch, effondré en 2014 à cause d'un glissement de terrain, ont été réalisés sur la base d'une étude approfondie, permettant la réparation du phénomène de glissement de terrain affectant cette partie de l'autoroute Est-ouest, a fait savoir Mohamed Salah Kafi. M. Kafi a affirmé que la levée de cette contrainte a permis « l'accélération » des travaux de réhabilitation, lancés depuis 2017 par l'entreprise nationale Cosider, précisant que le taux d'avancement des travaux de réhabilitation sont actuellement de « l'ordre de 77% ». Il a ajouté que tous les moyens humains et logistiques nécessaires ont été mobilisés pour permettre la livraison du chantier dans les délais impartis, soit « d'ici début 2025 ». Mettant en avant la complexité du relief

qui constitue un véritable danger pour la main-d'œuvre, M. Kafi a indiqué que des bureaux d'étude de renommée ont été désignés pour assurer le suivi et le contrôle des travaux parallèlement à ceux liés à la reconstruction et à la consolidation engagés au titre de ce chantier. Dans ce cadre, il a fait savoir qu'un planning de sécurisation, de protection et d'intervention a été mis en place par les techniciens de Cosider permettant une meilleure conduite du chantier qui s'effectue sur une zone à grand risque géologique, affirmant que les travaux se déroulent conformément aux normes internationales requises. Les travaux de consolidation, de confortement et de parachèvement de ce tunnel, long de 2 km, constituent désormais une « référence » pour les entreprises nationales de travaux publics compte tenu de leur spécificité et complexité, a souligné M. Kafi, estimant qu'il s'agit là d'une expérience première du genre pour la main d'œuvre nationale qui a ainsi acquis davantage de connaissance et de maîtrise en la matière.

BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Remise de plus 100 chaises roulantes fonctionnant à l'énergie solaire à des handicapés moteurs

Cent-deux (102) chaises roulantes fonctionnant à l'énergie solaire ont été remises, mardi à des handicapés moteurs, à Bordj-Bou-Arreidj, à l'occasion de la journée nationale des personnes aux besoins spécifiques, célébrée le 14 mars.

Le directeur de l'action sociale et de la solidarité Salim Boulhitem a souligné que ces chaises ont été attribuées par le groupe Condor spécialisé dans l'électroménager, ils sont destinés en particulier aux élèves aux besoins spécifiques, afin de faciliter leur scolarité.

Le directeur-adjoint du groupe Condor Mohamed Salah Daas a souligné que le groupe se préoccupe de l'accompagnement des personnes aux besoins spécifiques et célèbre avec eux leur journée nationale, en attribuant ces chaises fonctionnant à l'énergie solaire.

Le wali de Bordj-Bou-Arreidj Kamel Nouicer a présidé la cérémonie de remise de ces chaises, en présence des autorités locales civiles et militaires de la wilaya, ainsi que du directeur général du groupe Condor Abderrahmane Benhamadi.

À cette occasion, la direction de l'action sociale et de la solidarité a signé deux conventions de partenariat avec les directions de la jeunesse et des sports, et du tourisme et de l'artisanat pour mettre les structures sportives à la disposition des personnes aux besoins spécifiques, ainsi que de permettre aux enfants des établissements spécialisés de bénéficier d'excursions touristiques et thermales à travers le pays.

RÉCOLTES DE BLÉ EN 2023

La FAO prévoit une production de 784 millions de tonnes

En février, l'indice de référence des prix internationaux des produits alimentaires a baissé pour le onzième mois consécutif, mais de façon marginale seulement, a annoncé aujourd'hui l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 129,8 points en février, une baisse modérée de 0,6 pour cent par rapport à janvier, mais un niveau inférieur de 18,7 pour cent au pic qu'il avait atteint en mars 2022. Le recul de l'Indice, qui suit l'évolution mensuelle des prix internationaux de produits alimentaires couramment échangés, s'explique par la baisse des cours des huiles végétales et des produits laitiers, qui a plus que contrebalancé la nette hausse des prix du sucre.

L'indice FAO des prix des céréales est resté à peu près stable par rapport à janvier. Les prix internationaux du blé ont légèrement progressé pendant le mois, car la forte concurrence entre les pays exportateurs a fait contrepoids aux craintes suscitées par le temps sec aux États-Unis d'Amérique et à la forte demande de l'Australie. Les prix internationaux du riz se sont tassés de 1,0 pour cent en raison d'un ralentissement de l'activité commerciale dans la plupart des principaux pays exportateurs d'Asie, dont les monnaies nationales se sont dépréciées face au dollar des États-Unis.

L'indice FAO des prix des huiles végétales a perdu 3,2 pour cent par rapport à janvier, les prix mondiaux des huiles de palme, de soja, de tournesol et de colza ayant tous fléchi.

L'indice FAO des prix des produits laitiers a quant à lui reculé de 2,7 pour cent au cours du mois, les plus fortes baisses étant à mettre au compte du beurre et du lait écrémé en poudre.

L'indice FAO des prix de la viande a lui aussi affiché quasiment le même niveau qu'en janvier. Les prix mondiaux de la volaille ont continué de diminuer dans un contexte de disponibilités exportables abondantes, malgré les épidémies de grippe aviaire qui sévissent dans plusieurs des principaux pays producteurs, tandis que les prix internationaux de la viande porcine ont progressé, principalement en raison des craintes que suscite le resserrement des disponibilités exportables en Europe.

En revanche, l'indice FAO des prix du sucre a grimpé de 6,9 pour cent par rapport à janvier et a atteint son plus haut niveau depuis six ans, à la suite de la révision à la baisse apportée aux prévisions de production de l'Inde pour 2022-2023, ainsi que de la baisse des prix internationaux du pétrole et de l'éthanol au Brésil.

Première estimations de production pour les récoltes de blé de 2023

Dans son dernier Bulletin sur l'offre et la demande de céréales, publié vendredi également, la FAO a présenté ses premières estimations concernant la production mondiale de blé en 2023, dans les quelles elle prévoit un résultat global de 784 millions de tonnes, ce qui serait le deuxième plus haut niveau jamais enregistré, malgré une baisse par rapport à l'année précédente. Une production importante est attendue en Amérique du Nord, car les agriculteurs augmentent les superficies plantées au vu des prix élevés des céréales.

Au Canada, selon les projections officielles, il semble que la superficie plantée sera au-dessus de la moyenne en 2023, car les agriculteurs devraient réagir positivement aux prix élevés des céréales. Si les conditions météorologiques sont normales, la production de blé devrait atteindre 35 millions de tonnes au Canada. En Europe, les prévisions provisoires indiquent un repli global de la production de blé. En Fédération de Russie, compte tenu des conditions météorologiques plus sèches que la moyenne dans les régions du sud et d'un recul des

semis d'hiver sur fond de tassement des prix intérieurs, la production de blé devrait baisser par rapport au niveau record de 2022. En Ukraine, au vu des graves difficultés financières, des dommages causés aux infrastructures et de l'inaccessibilité des champs dans certaines parties du pays, on s'attend, en 2023, à une diminution de 40 pour cent en glissement annuel des superficies de blé d'hiver et à une production de blé bien en dessous de la moyenne. Les semis de blé dans l'Union européenne devraient rester quasiment au même niveau en 2023 et, avec un temps généralement favorable laissant augurer de bonnes conditions dans les champs, on prévoit une production totale de 136,5 millions de tonnes, un chiffre comparable aux bons résultats de l'année dernière. Une amélioration modérée des semis de blé est prévue au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, mais étant donné que l'on s'attend à ce que les rendements reculent par rapport à leurs niveaux élevés de 2022, la production devrait diminuer d'environ 14,4 millions de tonnes en 2023. En Asie, la situation était contrastée en début d'année. En Inde, les programmes d'aide des pouvoirs publics ont encouragé les agriculteurs à maintenir une superficie emblavée quasi record, tandis qu'au Pakistan, on estime que les volumes de blé plantés devraient être dans la moyenne, car la décrue des inondations et l'aide apportée par le gouvernement ont facilité l'accès aux terres et aux semences. Comme les conditions météorologiques ont été favorables dans les deux pays, les récoltes de blé de 2023 devraient dépasser la moyenne quinquennale. Dans les pays du Proche-Orient asiatique, compte tenu de l'irrégularité des pluies pendant les premiers mois de la campagne, il faudra une pluviométrie soutenue pendant le reste de la campagne pour arriver au niveau de production prévu en 2023. En Afrique du Nord, les déficits pluviométriques ont eu des incidences négatives sur les cultures au Maroc, en Algérie et en Tunisie, ce qui a érodé les perspectives concernant la production de blé en 2023, alors que la production était déjà réduite les années précédentes.

Dans les pays de l'hémisphère Sud, les perspectives de production relatives aux cultures de céréales secondaires de 2023, dont la récolte en cours, sont généralement favorables. Sous l'effet d'une forte demande à l'exportation, les semis totaux de maïs devraient grimper à un niveau record au Brésil et, grâce à des conditions météorologiques globalement bénéfiques, la production totale devrait atteindre le volume record de 123,7 millions de tonnes en 2023, selon les prévisions provisoires.

En Argentine, le manque de pluie au début de la campagne a eu des répercussions négatives sur les cultures de maïs, mais un léger regain de précipitations début 2023 a permis de retrouver en partie des conditions satisfaisantes pour les cultures semées plus tardivement. En Afrique du Sud, un léger repli des semis de maïs devrait entraîner en 2023 une baisse de la production en glissement annuel, mais grâce à des conditions météorologiques favorables qui laissent augurer de bons rendements, la production devrait néanmoins dépasser la moyenne quinquennale.

Dans les pays de l'hémisphère Nord, les perspectives de production concernant les cultures de céréales secondaires en 2023 sont globalement favorables et les superficies totales de maïs devraient atteindre un niveau record au Brésil. En outre, la FAO a révisé à la hausse ses projections relatives à la production mondiale de céréales en 2022, qui ont été portées à

2 774 millions de tonnes, soit encore 1,3 pour cent de moins qu'en 2021.

L'utilisation mondiale de céréales en 2022-2023 devrait atteindre 2 780 millions de tonnes, ce qui représente un fléchissement de 0,6 pour cent par rapport à la campagne précédente, lequel est principalement dû à la contraction attendue de l'utilisation de toutes les principales céréales secondaires. D'après les prévisions de la FAO, les stocks mondiaux de céréales à la fin de l'année 2023 devraient baisser de 1,2 pour cent par rapport à leurs niveaux d'ouverture et tomber à 844 millions de tonnes, car les prélèvements sur les stocks de céréales secondaires et, dans une moindre mesure, sur les stocks de riz, devraient compenser l'accroissement prévu des stocks de blé. Sur la base des nouvelles révisions, le rapport stocks/utilisation de céréales au niveau mondial s'établirait à 29,5 pour cent, un niveau qui est considéré comme «globalement confortable».

Les échanges mondiaux de céréales devraient se contracter de 1,8 pour cent et descendre à 473 millions de tonnes.

Perspectives de récolte et situation alimentaire Les sécheresses, les conflits et les prix élevés, ainsi que les difficultés macroéconomiques, exacerbent l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays. Dans le monde, 45 pays au total ont besoin d'une aide alimentaire externe, selon les évaluations présentées dans la dernière édition du rapport Perspectives de récolte et situation alimentaire, une publication trimestrielle du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) qui est elle aussi parue aujourd'hui.

Certaines populations de six pays connaissent actuellement, ou devraient bientôt connaître, des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, de niveau 5 selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (phase 5 ou faim catastrophique) : Burkina Faso, Haïti, Mali, Nigéria, Somalie et Soudan du Sud. Des millions d'autres personnes sont gravement touchées par la faim, indique le rapport.

Bien que l'Indice FAO des prix des produits alimentaires ait quelque peu fléchi ces derniers mois, l'inflation des prix intérieurs des denrées alimentaires a atteint des niveaux prohibitifs dans de nombreux pays. À titre d'exemple, les prix des céréales secondaires au Ghana en janvier avaient grimpé de 150 pour cent en un an et les prix des céréales n'avaient jamais été aussi élevés au Malawi et en Zambie. La hausse globale de la production de céréales dans les 47 pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) lors de la campagne agricole en cours a contribué à atténuer les effets de la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires, mais en raison du fléchissement de la production et de la faiblesse de la monnaie dans de nombreux autres pays, les coûts des importations de produits alimentaires vont rester très élevés pour les PFRDV, selon le rapport. Le rapport Perspectives de récolte et situation alimentaire présente d'autres constatations faites dans le monde entier et attire l'attention sur la situation alarmante en Afrique de l'Est, où sévit la pire sécheresse de ces 40 dernières années.

Source la FAO

MAROC

Appel à mettre un terme à la répression marocaine contre les détenus sahraouis

L'Association pour la protection des défenseurs sahraouis des droits humains "Soleil de la liberté" a exprimé sa "profonde préoccupation" face aux mesures répressives que l'administration pénitentiaire marocaine a prises, suite à la déportation arbitraire de prisonniers sahraouis loin de leurs familles, aux durs traitements infligés à ces derniers et à la confiscation de leurs droits légitimes.

Dans un communiqué, "Soleil de la liberté" a mis en garde contre la "gravité" de ce à quoi sont exposés les détenus sahraouis, y compris les défenseurs des droits de l'Homme, et a appelé la communauté internationale à "prendre des mesures pour les protéger et faire respecter le droit international".

"L'approche répressive adoptée par les autorités d'occupation marocaines contre les Sahraouis depuis des années indique que les violations à leur encontre s'intensifient à travers la suppression et l'étouffement des libertés publiques dans les villes occupées", a souligné l'association, ajoutant que les détenus sahraouis dans les prisons marocaines et leurs familles sont "les plus visés".

L'association a, en outre, affirmé que "l'Etat occupant a la responsabilité juridique des violations qu'il commet à l'égard des détenus politiques sahraouis en tant que puissance occupante", conformément à la quatrième Convention de Genève de 1949, et qu'il est tenu d'appliquer les règles pour le traitement des détenus énoncées dans cette Convention, et les Règles Nelson-Mandela de 1955 relatives au traitement des prisonniers.

Soulignant que la poursuite par l'occupant marocain de sa politique de repréailles et de vengeance "constitue une violation du droit international", l'association "Soleil de la liberté" a appelé la communauté internationale à "assumer ses responsabilités juridiques et morales envers les Sahraouis, y compris les prisonniers politiques dans les geôles marocaines, et à agir pour contraindre l'Etat occupant à respecter les dispositions de la loi et veiller à ce que les prisonniers politiques sahraouis jouissent de leurs droits".

Selon un communiqué publié par la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis, les détenus dans les geôles de l'occupant marocain "sont soumis à des traitements cruels et dégradants et souffrent de nombreuses violations systématiques, telles que la négligence médicale, l'exposition à diverses formes de torture, l'isolement, la privation de visites familiales et la privation de communication par téléphone...".

PARTENARIAT PUBLIC PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ (PPP) TUNISIE

Un puissant facteur de transfert de technologie et d'innovation

Malgré son emplacement stratégique, la Tunisie n'est pas, aujourd'hui, sur les radars des grands investisseurs. L'idée de promouvoir les projets importants dans les secteurs prioritaires en mode partenariat public-privé (PPP), en vue de réaliser des objectifs de développement durable, serait un pas pertinent et opportun dans la bonne direction, au-delà il faut réfléchir, car l'Etat ne dispose pas de toutes les ressources nécessaires.

Le PPP est un processus complexe et souvent long qui implique de multiples acteurs, compétence et surtout de la volonté pour gérer la résistance au changement et il est vital de rétablir la confiance des investisseurs, car, faute d'un environnement politique et institutionnel stable, personne ne voudrait prendre des risques élevés. Dans un débat organisé récemment, le Forum Ibn Khaldoun pour le développement a dévoilé les diverses difficultés qui entravent le développement du PPP souhaité en Tunisie. Slim Zghal, D.G d'Alta packaging, membre de l'Institut arabe des chefs d'entreprise (Iace) et du Conseil d'administration de l'Instance générale de partenariat public privé, ainsi que Atef Mejdoub, président du Conseil de la STB et président de l'Igppp, ont donné un exposé exhaustif sur l'état des lieux du processus PPP qui s'avère «peu satisfaisant».

Projets d'intérêt, d'impact et de profitabilité à venir

Parmi les PPP et les projets de concession entrepris jusqu'à présent, qui ont connu des fortunes diverses et qui méritent d'être évalués figurent la centrale électrique de Radès, l'aéroport d'Enfida, la concession dans le transport par bus, les concessions dans le pétrole, El Bouhaira Invest. Parmi les projets en instance : la production électrique par le Solaire photo-voltaïque,

l'assainissement de Tunis-Ouest, le port en eaux profondes d'Enfidha, la gestion du patrimoine (Karraka).

De même, des appels d'offres infructueux sont à l'affiche: digitalisation d'actifs par le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, la plateforme logistique de Radès, les projets informatiques du ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Des projets de maturité, d'intérêt, d'impact et de profitabilité variable et discutables, nombreux mais à revoir.

Les intervenants ont insisté sur la résistance latente de la part de quelques administrations et partis du fait de l'opacité de certains contrats signés, de soupçons de corruption et d'enrichissement indu, d'une crainte de privatisation de biens publics et d'augmentation du prix des services fournis au consommateur par rapport au pouvoir d'achat.

Un régime spécial pour les PPP

Autant dire que les PPP sont nécessaires pour différentes raisons. Ils peuvent, dans une certaine mesure, équilibrer le budget de l'Etat. Ils ont une capacité certaine d'exécution dans les délais impartis, peuvent être des facilitateurs de la décentralisation des décisions. Ils peuvent aussi débloquent rapidement certains projets rentables, prendre en charge des urgences compliquées (gestion des déchets, ressources en eau, assainis-

sement, transport urbain) qui alimentent une tension sociale certaine. Ils sont à même de concrétiser des projets anciens (port en eau profonde, assainissement de Tunis-Ouest, slurry pipe-line pour les phosphates) et même certaines idées disruptives : nouveau mode de gestion des services publics en zones défavorisées, fonds carbone pour opérationnaliser les accords de Paris. Un régime spécial pour les PPP dans la loi de finances s'avère nécessaire, ainsi qu'un fonds de préparation aux PPP, car le secteur public ne sait pas comment faire. Un tel fonds gagnerait à être alimenté par les produits des concessions existantes (au nombre de 217 générant quelque 145 millions DT). Par ailleurs, l'Etat ne doit pas démissionner, en négligeant ses obligations une fois que le contrat est signé avec le secteur privé, car il se doit de prévenir toute concurrence déloyale aux dépens de ce dernier.

Le secteur financier tunisien est fragile, ainsi que les entreprises publiques, et il y aurait lieu d'assainir avant de restructurer. Le côté budgétaire n'est pas le plus déterminant dans les projets PPP complexes. En effet, la gestion s'avère être plus importante que le financement et, pour ce faire, la Tunisie aurait besoin d'accompagnateurs compétents.

Il faut aussi de la confiance, car, concernant les PPP, la prévision est difficile (contrairement aux appels d'offres qui ne concernent que des achats d'équipements) et les échecs sont toujours possibles.

MAURITANIE- YÉMEN

Discussion sur le renforcement de la coopération économique

Le Président de l'Union Nationale du Patronat de Mauritanie (UNPM), M. Mohamed Zeine El Abidine Cheikh Ahmed, et le ministre des Affaires Étrangères et des Expatriés de la République du Yémen, M. Ahmed Awad ben Moubarak, ont eu à Nouakchott des entretiens sur la consolidation des relations bilatérales historiques entre les deux pays frères.

Les deux parties ont également passé en revue les potentialités économiques de la Mauritanie et ses secteurs attractifs pour les investissements, notamment dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et des mines, ainsi que le rôle important joué par le secteur privé mauritanien dans le développement économique et social.

A cet égard, le président de l'UNPM a évoqué les relations économiques et l'importance du partenariat et des échanges entre

les hommes d'affaires des deux pays frères, exprimant la volonté de l'Union de faciliter et de renforcer ce partenariat à l'avenir.

A son tour, le ministre yéménite, actuellement en visite en Mauritanie pour participer à la 49e session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui se tient ces jours-ci à Nouakchott, a évoqué la fraternité et les relations historiques entre la Mauritanie et le Yémen.

Il a notamment apprécié la renaissance que connaît le pays dans tous les domaines, et exprimé son admiration pour le rôle et le dynamisme du secteur privé en Mauritanie.

M. Ahmed Awad ben Moubarak a souligné la volonté du Yémen de renforcer et d'activer le partenariat entre les acteurs économiques des deux pays pour servir l'intérêt commun.

LIBYE

Le patron de la NOC réitère son appel pour le retour des compagnies pétrolières américaines

Ces derniers mois, les autorités libyennes ont multiplié les appels à l'endroit des multinationales pétrolières, les invitant à relancer leurs opérations dans le pays.

La conférence annuelle CERA-Week, tenue du 6 au 10 mars à Houston aux États-Unis, a été une occasion pour Farhat Bengdara (photo), le président de la compagnie publique chargée du pétrole en Libye (NOC), de rencontrer certains responsables américains pour

discuter de défis auxquels le secteur pétrolier libyen est confronté.

Le patron a notamment échangé avec David Turk, le vice-secrétaire américain à l'Énergie. Avec lui, ils ont abordé la question de la nécessité d'un retour, en Libye, des compagnies pétrolières américaines.

Le responsable américain n'a pas manqué de saluer l'efficacité, selon lui, des mesures mises en œuvre ces derniers mois par Tripoli pour soutenir

l'exploitation pétrogazière malgré un contexte politique et économique particulièrement difficile.

Victoria Taylor, une autre responsable avec qui Bengdara a discuté, a également félicité la NOC pour ses efforts visant à augmenter le plateau de la production de pétrole et de gaz en améliorant l'environnement des affaires en Libye.

Taylor, qui est la directrice du département Afrique du Nord, au département d'État américain, a exprimé l'engagement

de son pays à soutenir cette dynamique en vue d'accroître les capacités opérationnelles de la Libye dans le secteur pétrolier. Début janvier 2023, le ministre libyen du Pétrole Mohamed Aoun avait, lors d'un séjour à Washington, discuté avec Josh Corless, le vice-président pour les affaires gouvernementales internationales et du risque politique chez ConocoPhillips, des moyens pour la compagnie, d'augmenter ses investissements dans la production d'hydrocarbures en Libye.

EN AFRIQUE

La digitalisation peut réduire les dépenses de santé de 15% d'ici 2030

Les interactions virtuelles et la dématérialisation des données représentent la majeure partie des gains d'efficacité qui pourraient être générés par une utilisation massive des technologies numériques dans les établissements de santé africains.

En utilisant massivement des outils de santé numériques comme les téléconsultations, les dossiers médicaux électroniques et applications mobiles de gestion des maladies chroniques, les systèmes sanitaires africains pourraient réaliser des gains d'efficacité allant jusqu'à 15 % des dépenses totales d'ici à 2030, selon un rapport publié le 10 mars par le cabinet de conseil McKinsey & Compagny. Pour tenter de quantifier les gains d'efficacité potentiels qui pourraient être générés par une digitalisation accrue des soins de santé sur le continent, McKinsey a d'abord identifié 24 outils de santé numériques utilisables dans les établissements sanitaires dans trois pays africains qui ont accaparé 85 % des financements levés par les start-up opérant dans le domaine de la santé (Healthtech) en Afrique en 2021 : l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Kenya. Définis comme étant des produits et des services basés sur les technologies numériques destinés aux patients, au personnel de santé, aux autorités sanitaires, aux entreprises pharmaceutiques et aux régulateurs, ces outils de santé numériques ont été classés en six grandes catégories : les interactions virtuelles (telles que les plateformes de téléconsultation), la dématérialisation des données (comme les dossiers médicaux électroniques), l'autogestion des patients (les applications mobiles pour la gestion des maladies chroniques par exemple) ; le libre-service pour les patients (comme les plateformes de prise de rendez-vous en ligne et les systèmes de réservation pour les cliniques) ; les systèmes d'aide à la décision (à l'instar des systèmes de gestion des flux de patients dans les hôpitaux) ; et l'automatisation des flux de travail (tels que les systèmes de suivi des équipements médicaux utilisant l'identification par radiofréquence et les robots dédiés à la logistique hospitalière).

79 cas d'utilisation de ces 24 outils de santé nu-

mérique ont été pris en considération. Pour chacun des cas d'utilisation, le gain d'efficacité potentiel a été calculé pour la partie correspondante des dépenses de santé d'ici 2030 dans les trois pays étudiés.

Ces prévisions de dépenses de santé se basent sur deux scénarios : un scénario prudent qui prévoit le maintien du rythme de croissance annuel moyen des dépenses de santé, enregistré entre 2010 et 2019, et un scénario optimiste qui suppose que les dépenses de santé vont croître au rythme requis pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies d'ici 2030.

Le rapport conclut que les gains d'efficacité qui pourraient être réalisés grâce à la généralisation des 24 outils de santé numériques sélectionnés, sans compromettre la qualité de soins, varient d'un pays à l'autre et en fonction des deux différents scénarios prévisionnels des dépenses de santé.

Un accès plus large à des soins de meilleure qualité

D'ici 2030, l'adoption généralisée des outils numériques sélectionnés pourrait réduire les dépenses de santé de 400 millions à 2,5 milliards de dollars au Kenya (4% des dépenses prévues dans le scénario prudent, jusqu'à 14 % des dépenses prévues dans le scénario optimiste).

Au Nigeria, les gains d'efficacité qui pourraient être générés par la digitalisation des soins de santé vont de 700 millions à 3,3 milliards de dollars (4 à 10 % du total des dépenses de santé prévues), contre 1,9 milliard à 11 milliards de dollars en Afrique du Sud (6 à 15 % du total des dépenses de santé prévues).

Le rapport souligne dans ce cadre que les interactions virtuelles représentent environ 43 % des gains d'efficacité potentiels d'ici 2030 au Kenya (jusqu'à 1,1 milliard de dollars), 35 % au Nigeria (jusqu'à 1,2 milliard de dollars) et 39 % en Afrique du Sud (jusqu'à 4,3 milliards de dol-

lars).

La dématérialisation des données représente 30 % des gains d'efficacité potentiels au Kenya (jusqu'à 700 millions de dollars), 26 % au Nigeria (jusqu'à 900 millions de dollars) et 30 % en Afrique du Sud (jusqu'à 3,3 milliards de dollars).

L'autogestion des patients représente, quant à elle, 4 % des gains d'efficacité potentiels au Kenya (jusqu'à 100 millions de dollars), 6 % au Nigeria (jusqu'à 200 millions de dollars) et 5 % en Afrique du Sud (jusqu'à 500 millions de dollars).

McKinsey & Compagny précise par ailleurs que les ressources financières provenant des gains d'efficacité générés par les outils de santé numériques pourraient être réinvestis dans d'autres domaines hautement prioritaires afin d'améliorer l'accès aux soins, la disponibilité des équipements de pointe et les performances globales des systèmes de santé africains.

Le cabinet de conseil note également que ces outils de santé numériques sont susceptibles de permettre un accès plus large à des soins de meilleure qualité sur le continent. Ils pourraient en effet améliorer l'accès aux services de santé essentiels, en particulier pour les populations difficiles à atteindre, les femmes, les réfugiés, les personnes handicapées et les ménages à faibles revenus.

En outre, un meilleur accès aux données des patients pourrait aider les prestataires de soins à poser des diagnostics plus précis et à adapter plus efficacement les interventions pour prévenir ou traiter les maladies.

Les outils numériques pourraient également faciliter le respect des plans de traitement par les patients, renforcer la résilience des systèmes de santé africains en améliorant leur capacité à identifier les urgences sanitaires et à limiter les impacts négatifs de la pénurie des professionnels de santé, en particulier dans les zones rurales.

NIGERIA

Les recettes pétrolières augmentent de 46 % en 2022, à 45,6 milliards \$

Les revenus générés par les exportations de pétrole ont atteint 5 600 milliards de nairas au premier trimestre et 5 900 milliards de nairas au deuxième trimestre avant de refluer, en raison de la hausse des vols de brut et du recul des prix sur le marché international.

Le Nigeria a engrangé des recettes totales de 21 000 milliards de nairas (45,6 milliards de dollars) grâce à la vente de brut en 2022, selon des données publiées vendredi 10 mars par l'Office national des statistiques (NBS).

Ce montant représente une hausse de 46 % par rapport à celui enregistré en 2021 (14 410 milliards de nairas), a-t-on ajouté de même source.

L'Office national des statistiques a également précisé que les revenus générés par les exportations de pétrole ont atteint 5 600 milliards de nairas au premier trimestre de l'année écoulée, avant de grimper à 5 900 milliards de nairas au deuxième trimestre.

Les recettes pétrolières ont par la suite chuté à 4 600 milliards de nairas au troisième trimestre et à 4 910 milliards de nairas au quatrième trimestre, en raison notamment de l'augmentation des vols de pétrole et du recul des prix sur le marché international.

Durant le quatrième trimestre 2022, les Pays-Bas ont été le premier acheteur de brut nigérian (517,65 milliards de nairas) devant l'Indonésie (462,67 milliards), la France (441,73 milliards), les États-Unis (429,78 milliards), l'Inde (420,87 milliards), l'Espagne (383,39 milliards) et la Côte d'Ivoire (269,17 milliards).

En 2022, les exportations de brut ont représenté 78,74 % des exportations totales du Nigeria.

PIPELINE NIGER-BÉNIN

490 millions \$ de recettes fiscales, au profit du Bénin, sur 20 ans

Achevée à près de 70 %, la construction d'un oléoduc, l'un des projets phares de la coopération entre le Niger et le Bénin, devrait donner un coup d'accélérateur à la croissance économique des deux pays ouest-africains.

Lors de la visite officielle qu'il a effectuée au Bénin, le lundi 13 et le mardi 14 mars dernier, le président du Niger, Mohamed Bazoum, a discuté avec son homologue béninois, Patrice Talon, du projet de pipeline qui unit les deux États, et dont les travaux sont en cours.

Le dirigeant nigérian a notamment rappelé les retombées économiques du projet autant pour le Niger que pour le Bénin. Ce dernier devrait bénéficier d'environ 490 millions de dollars (300 milliards de francs CFA) de recettes fiscales sur 20 ans.

Cette nigérienne, l'opérationnalisation de cette infrastructure devrait marquer un tournant historique majeur pour l'industrie pétrolière de cet État sahélier. Avec actuellement une production marginale évaluée à 20 000 b/j, le Niger devrait porter ses capacités de production à 110 000 b/j. De quoi permettre au pays de se repositionner sur l'échiquier pétrolier continental, dépassant, à titre de comparaison, des pays pétroliers comme le Tchad ou encore la Guinée équatoriale, deux pays qui ont respectivement produit 68 000 b/j et 88 000 b/j, au terme de l'année 2021.

L'AGRICULTURE RÉGÉNÉRATRICE

Elle peut représenter une valeur ajoutée brute de 70 milliards \$ par an d'ici 2040

Alors que de la moitié des sols au sud du Sahara sont fortement dégradés, la généralisation des pratiques agricoles régénératrices pourrait augmenter les rendements à des taux allant jusqu'à 65% d'ici 2040 par rapport aux rendements issus de l'agriculture conventionnelle.

L'adoption généralisée de l'agriculture régénératrice en Afrique subsaharienne pourrait générer une valeur ajoutée brute de 70 milliards de dollars en moyenne par an d'ici 2040, selon un rapport publié en novembre dernier par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et la Convention-cadre des Nations unies sur les chan-

gements climatiques (CCNUCC).

Le rapport rappelle que l'agriculture régénératrice est une méthode de production agricole qui réunit un ensemble de pratiques, dont l'objectif premier est de renforcer naturellement la qualité des sols ou de restaurer la fertilité des sols malades ou épuisés.

Les pratiques associées à l'agriculture régénératrice sont, entre autres, l'apport d'engrais naturels, le paillage, la rotation des cultures, l'utilisation de cultures de couverture et d'engrais verts, la suppression des applications de produits phytosanitaires, le non-labour, la polyculture et les aménagements anti-érosion

comme les haies vives, les digues filtrantes et les micro-barrages pour la gestion des eaux pluviales ou encore l'entretien des nappes phréatiques. La valeur ajoutée brute qui pourrait être apportée par les pratiques agricoles régénératrices au sud du Sahara proviendrait à hauteur de 30 milliards de dollars de la production agricole proprement dite ou de l'industrie agroalimentaire et d'autres secteurs connexes à concurrence d'environ 40 milliards de dollars.

En se basant sur des modélisations prudentes, le rapport révèle d'autre part que les pratiques agricoles régénératrices pourraient augmenter les

rendements agricoles des pays d'Afrique subsaharienne à des taux allant de 4 à 17% d'ici 2030 et jusqu'à 65% d'ici 2040 par rapport aux rendements issus de l'agriculture conventionnelle.

D'autre part, l'adoption de l'agriculture régénératrice pourrait créer un million d'emplois à temps plein dans la région d'ici 2030 et près de 5 millions d'emplois d'ici à 2040.

Ces opportunités d'emploi pourraient être plus nombreuses dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, avec 1,8 et 2,2 millions d'emplois à temps plein supplémentaires respectivement d'ici 2040.

AFRIQUE

ENVIRON 64% DES JEUNES AGRI-ENTREPRENEURS NE REÇOIVENT AUCUN SOUTIEN DES GOUVERNEMENTS

3 % seulement des jeunes entrepreneurs africains dans le domaine de l'agriculture bénéficient d'un accompagnement des gouvernements. Ce soutien concerne notamment le renforcement des capacités, l'accès aux financements et l'aide à l'accès aux marchés.

64% des jeunes agri-entrepreneurs africains disent n'avoir reçu aucun soutien de la part de leur gouvernement, selon un rapport publié en octobre dernier par l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO). Selon le rapport, qui se base sur une en-

quête réalisée auprès d'un échantillon de 108 jeunes agri-entrepreneurs membres des réseaux régionaux et nationaux de la PAFO, le principal soutien fourni par les gouvernements aux entrepreneurs du secteur agricole est le renforcement des capacités (47%). Par le biais de leurs ministères, agences et agents de vulgarisation, les gouvernements offrent des opportunités de renforcement des capacités aux jeunes agri-entrepreneurs sous forme de formations, d'opérations de vulgarisation et de services de conseil technique.

Les autres types de soutien gouvernemental cités par les personnes sondées sont l'accès aux financements (44%), l'aide à l'accès aux marchés (16,7%) et la fourniture d'intrants agricoles (14,7%).

Le soutien le moins important fourni par les gouvernements aux jeunes agri-entrepreneurs est l'accès aux installations d'irrigation (5,9%) et l'accès à la technologie et aux innovations (8,8%).

Le rôle des associations agricoles

L'enquête menée auprès des agri-entrepre-

neurs âgés de moins de 35 ans, et qui opèrent tout au long de la chaîne de valeur agricole (production, conseil, transport, transformation, vente de produits agricoles transformés et non transformés, etc.), révèle également qu'environ 65 % d'entre eux adhèrent à des associations agricoles, tandis que 35 % n'en sont pas membres.

Quelque 65,1% des jeunes agri-entrepreneurs membres d'une association avaient reçu un soutien de leur association, contre 34,9% qui n'avaient reçu aucun soutien de la part de ces structures professionnelles.

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

CHINE

La consommation repart à la hausse

Les ventes au détail en Chine, principal indicateur de la consommation des ménages, ont enregistré leur premier rebond depuis septembre, signe d'une reprise de l'activité dans le pays depuis la levée des restrictions anti-Covid, selon des chiffres publiés mercredi. Le pays a suivi durant près de trois ans une stricte politique sanitaire dite du «zéro Covid», qui a permis à la population d'être largement protégée du Covid-19 mais a porté un rude coup à l'économie.

Ces mesures ont finalement été levées en décembre. Après un fort rebond du nombre de malades du Covid dans les semaines qui ont suivi, les choses sont désormais largement revenues à la normale. Un contexte propice à la reprise. Les ventes au détail ont ainsi progressé sur les deux premiers mois de l'année de +3,5% sur un an, a annoncé mercredi le Bureau national des statistiques (BNS). C'est la première fois depuis septembre que cet indicateur est dans le vert. Des analystes interrogés par l'agence Bloomberg anticipaient un tel rebond. Lors de la précédente publication des ventes au détail, l'indicateur avait reculé de 1,8% sur un an en décembre, au moment où la Chine affrontait une flambée de cas de Covid et que les restrictions sanitaires pénalisaient la consommation. La

production industrielle s'est par ailleurs accélérée en janvier-février (+2,4% sur un an), contre +1,3% en décembre, mais à un rythme toutefois inférieur aux prévisions d'analystes interrogés par Bloomberg (+2,6%).

Jeunes sans emploi

«L'économie montre des signes de stabilisation et de reprise», s'est félicité dans un communiqué le BNS. «Les ventes immobilières ont progressé plus que le marché ne le prévoyait, tandis que les infrastructures ont contribué au rebond de l'investissement global», souligne l'économiste Zhiwei Zhang, du cabinet Pinpoint Asset Management. L'investissement en capital fixe s'est ainsi affiché en hausse de 5,5% sur les deux premiers mois de l'année, à un rythme bien plus rapide que les prévisions d'analystes (4,5%).

Pour stimuler l'activité, le

gouvernement chinois a massivement investi dans la construction de nouvelles voies ferrées et de parcs industriels, selon les données du BNS. Le taux de chômage – qui n'englobe en Chine que les zones urbaines – a cependant légèrement augmenté en janvier-février pour s'établir à 5,6% (+0,1 point par rapport à décembre). Il reste particulièrement élevé chez les jeunes de moins de 25 ans (18,1%), selon les chiffres du BNS.

Pékin publie habituellement des données cumulées pour janvier et février en raison de la survenue des longs congés du Nouvel an lunaire à des dates variables durant les deux premiers mois de l'année.

Objectif croissance

La Chine a fixé pour cette année un objectif de croissance d'environ 5%, après une hausse de 3% de son PIB en

2022. Ce rythme de croissance du PIB, qui ferait bien des envieux dans la plupart des grandes économies, n'en serait pas moins l'un des plus faibles depuis 40 ans pour le géant asiatique. Le nouveau Premier ministre chinois, Li Qiang, a averti lundi que son pays devrait redoubler d'efforts pour parvenir à cet objectif.

La Chine reprend par ailleurs à compter de mercredi la délivrance de visas touristiques, après trois ans de suspension en raison de l'épidémie de Covid-19. Un secteur lucratif qui devrait soutenir la reprise mais qui pâtit toujours du manque de liaisons aériennes internationales avec la Chine. Avant de se fermer au reste du monde, le pays avait accueilli en 2019 quelque 65,7 millions de visiteurs internationaux, selon les données de l'Organisation mondiale du tourisme des Nations unies (OMT).

NICKEL

Le groupe indonésien Harita Group lance une IPO à près d'un milliard de dollars

Le conglomérat indonésien Harita Group veut lever près d'un milliard de dollars avec l'introduction en Bourse de ses activités liées au nickel, selon un résumé du prospectus. L'Indonésie, plus grand pays producteur de ce métal au monde, s'efforce de bâtir une filière du nickel complète, de l'extraction du minerai, à la transformation et la fabrication de batteries et véhicules électriques.

La société PT Trimegah Bangun Persada, ou Harita Nickel, a dévoilé son projet d'introduction en Bourse par laquelle elle veut lever jusqu'à 15,19 milliards de roupies (983 millions de dollars). Le groupe gère via plusieurs filiales des mines et usines de transformation de nickel, notamment sur l'île d'Obi dans la province des Molouques du Nord. Il propose aux investisseurs jusqu'à 12,1 millions de litres, soit 18% de son capital, à un prix compris entre 1 220 et 1 250 roupies l'action.

La vente des titres est prévue entre le 5 et 10 avril, pour une première cotation le 12 avril à la Bourse de Jakarta. Le groupe s'est associé à la société chinoise Lygend Resources pour établir la première usine de lixiviation par acide à haute pression (HPAL) du pays. Cette technologie permet d'obtenir un produit intermédiaire de nickel et de cobalt, nécessaire à la fabrication des batteries lithium-ion. L'Indonésie a interdit depuis 2020 les exportations de minerai de nickel afin d'établir une filière nationale de transformation du métal sur son sol et de stimuler les investissements.

Les nouveaux projets et investissements dans le secteur se sont multipliés récemment, surtout de la part de groupes chinois. Mais le groupe brésilien Vale et le français Eramet sont aussi présents dans le secteur du nickel indonésien. Le géant américain Tesla est en négociations pour établir une usine de véhicules électriques dans l'archipel, selon les autorités indonésiennes, ce que le groupe n'a pas confirmé.

PLAN CLIMAT AMÉRICAIN

Borrell déplore un «non-respect» des règles du commerce international

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a estimé mardi que l'Inflation Reduction Act (IRA), le plan américain de subventions vertes, «ne respecte pas» les règles du commerce international «sur de nombreux points», peu après la visite de la présidente de la Commission européenne à Washington. «Avec l'IRA (vaste plan américain sur le climat et contre l'inflation), les États-Unis ont mis sur pied l'une des politiques les plus protectionnistes depuis les années 30», a-t-il souligné au cours d'un débat sur les relations transatlantiques au Parlement européen.

«Les solutions doivent toujours respecter les règles du commerce international, ce que nous avons toujours défendu, et il est clair que ce qui a été présenté par les États-Unis, sur de nombreux points, ne respecte pas» ces règles, a-t-il déploré. «Les Américains ont recours à des subventions massives pour les industries renouvelables. Ce n'est pas le modèle des Européens (...) Nous devons éviter que les décisions américaines aient un effet qui

nuise à nos intérêts», a-t-il averti. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen s'est rendue à Washington le 10 mars pour une rencontre avec le président Joe Biden, au cours de laquelle un engagement a été pris d'éviter une concurrence délétaire dans la course à la transition énergétique.

L'IRA est un énorme plan d'aides à la transition énergétique lancé par Joe Biden, soutenant sans complexe le «Made in America» notamment via des incitations fiscales à l'achat de véhicules électriques, et dont les industriels européens redoutent les effets. Les deux dirigeants ont promis, dans un communiqué commun à la fin de leur rencontre, de «commencer immédiatement à négocier en vue d'un accord ciblé sur les métaux stratégiques» de la transition énergétique. Interrogé par les élus européens, Josep Borrell a déclaré ne pas savoir si un tel accord verra le jour. «Il y a beaucoup à négocier», a-t-il commenté.

Londres prolonge pour trois mois le plafond des prix de l'énergie

En pleine crise du coût de la vie dans le pays, copieusement notament par l'envolée des prix de l'énergie, les pressions se multipliaient depuis des semaines pour inciter Jeremy Hunt à maintenir cette aide aux ménages. La facture annuelle pour un ménage moyen serait passée autrement à 3 000 livres.

Les Britanniques verront toutefois s'arrêter en avril le paiement d'une autre aide de 400 livres au total par foyer, dont le versement était effectué directement via leur fournisseur d'énergie, avait été échelonné entre octobre et mars. Les prix du gaz sur les marchés de gros, qui s'étaient envolés dans la foulée de la guerre en Ukraine, ont depuis fortement reculé, ce qui «devrait se traduire par une baisse des factures d'énergie des ménages à partir de juillet», ajoute le gouvernement dans son communiqué.

Depuis l'automne, les prix de l'énergie ont déjà chuté de 50%, affirme l'exécutif, réduisant de deux tiers les emprunts nécessaires pour financer le soutien énergétique à partir d'avril. L'annonce du prolongement du plafond des factures énergétiques «fait partie du budget» qui sera dévoilé à partir de 12H30 environ aux députés britanniques par le ministre des Finances Jeremy Hunt, qui a promis un plan pour «diviser par deux l'inflation, faire croître l'économie et réduire la dette».

Outre les annonces pour répondre aux demandes pressantes des Britanniques face à une inflation de plus de 10% qui rogne leur pouvoir d'achat, Londres veut inciter des milliers de Britanniques à revenir sur le marché de l'emploi face aux pénuries de travailleurs qui pèsent sur l'économie. Au beau milieu d'une journée de grèves massives dans les transports, la santé ou encore l'éducation, la question de hausses de salaires pour les fonctionnaires pourrait aussi s'inviter dans le budget.

L'Argentine franchit le cap des 100% d'inflation interannuelle

L'inflation en Argentine, qui avait atteint en 2022 un record depuis 32 ans à 94,8%, a démarré 2023 sous de mauvais auspices, avec une hausse de 6,6% en février, 13,1% depuis le début de l'année, crevant le seuil symbolique de 100% en glissement interannuel. L'indice de février, publié mardi par l'Institut national de la statistique (Indec), confirme que la décelération observée sur les derniers mois de 2022 était un répit éphémère. Exprimée sur les 12 derniers mois, l'inflation s'établit à 102,5%, et la projection du gouvernement de 60% pour 2023, sur laquelle il a basé son budget, relève de la gageure.

L'Argentine, 3e économie d'Amérique latine, reste aux prises avec une inflation chronique, à deux chiffres depuis douze

ans, aux causes multiples, tant internes (déficits budgétaires récurrents, anticipations inflationnistes à grande échelle) qu'externes (impact de la guerre en Ukraine, sécheresse affectant l'agro-alimentaire), qui obèrent un redressement économique post-Covid. La croissance pour 2022 s'est établie à 5,2%, après 10,3% en 2021. Un rebond – deux ans consécutifs de croissance – inédit depuis 2010-2011, qui venait après trois ans de récession.

Lundi, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé être parvenu à un accord avec le gouvernement argentin dans le cadre du suivi du programme d'aide existant, ouvrant la voie à un nouveau décaissement de 5,3 milliards de dollars. Ce programme sur 30 mois doit apporter

une aide totale de 44 milliards de dollars, refinancement de la dette argentine héritée d'un prêt contracté en 2018 auprès du Fonds.

Le FMI s'est félicité d'une «gestion macroéconomique prudente (par le gouvernement argentin, NDLR) dans la seconde moitié de 2022 qui a soutenu la stabilité financière et permet de respecter les objectifs prévus par le programme». Mais il a appelé à «un paquet de mesures plus fortes (...) nécessaire afin de conserver la stabilité macroéconomique, remédier à l'inflation en hausse». Mesures délicates pour le gouvernement de centre-gauche dans la perspective d'élections générales en octobre.

JAPON

La BOJ a débattu de la faisabilité d'une modification de la courbe des taux en janvier

La Banque du Japon (BoJ) a débattu de la faisabilité d'une modification de la courbe des taux (YCC) lors de sa réunion de politique monétaire du mois de janvier, l'un de ses membres estimant que la banque devait "garder plusieurs options à l'esprit", montre le compte-rendu de la réunion publié mercredi.

Les neuf membres du conseil d'administration ont conclu qu'il était prématuré d'abandonner la politique monétaire ultra-accommodante de la BoJ, alors que l'inflation doit encore atteindre durablement l'objectif de 2% fixé par la banque. Plusieurs membres ont toutefois déclaré que les déséquilibres de la courbe des taux, causés en partie par les achats massifs d'obligations, n'ont pas encore été corrigés et ont fait part de leur inquiétude quant au coût croissant d'un assouplissement monétaire prolongé, montrent les "minutes".

"La BoJ devra, à un certain moment, évaluer sa politique afin de déterminer si les avantages contrebalancent les coûts. Néanmoins, il est, pour l'instant, approprié de maintenir l'assouplissement monétaire", a dit l'un des membres du conseil d'administration.

L'Europe repart à la baisse avant de nouveaux indicateurs économiques

Les principales Bourses européennes sont orientées à la baisse mercredi en matinée après le rebond de la veille lié à l'apaisement des craintes d'une crise financière et au ralentissement de l'inflation américaine, les investisseurs optant pour le moment pour la prudence avant une série de nouveaux indicateurs économiques qui pourraient influencer sur la politique monétaire des banques centrales. À Paris, le CAC 40 reflue de 0,79% à 7.084,81 points vers 08h55 GMT. À Londres, le FTSE 100 fléchit de 0,46% et à Francfort, le Dax cède 0,4%.

L'indice EuroStoxx 50 recule de 0,59%, le FTSEurofirst 300 de 0,41% et le Stoxx 600 de 0,61%.

Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une ouverture en baisse mercredi de 0,18% pour le Dow Jones et de 0,08% pour le Standard & Poor's 500, tandis que le Nasdaq pourrait débuter stable après nette hausse des indices la veille. Les marchés ont profité mardi de la publication de chiffres jugés rassurants sur les prix mensuels à la consommation aux États-Unis qui ont conforté le scénario d'une hausse limitée, voire d'un statu quo, sur les taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) à l'issue de la réunion des 21-22 mars.

Les investisseurs attendent désormais les données sur les prix à la production et les ventes au détail aux États-Unis, alors que le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré récemment que l'évolution des taux d'intérêt dépendrait des données reçues jusqu'à la réunion de la banque centrale.

En zone euro, où la Banque centrale européenne (BCE) tient sa réunion de politique monétaire jeudi, l'indice des prix à la consommation en France, calculé selon les normes européennes, a été révisé en hausse, à 7,3% en février sur un an.

Des publications financières des entreprises animent par ailleurs les échanges, à commencer par le groupe Bolloré à Paris qui bondit de 8,28% à 5,55 euros après ses résultats 2022 et surtout l'annonce d'une offre sur son propre capital, à hauteur de 9,78%, au prix de 5,75 euros par action.

Ailleurs en Europe, les deux géants de l'habillement, Inditex et H&M reculent respectivement de 2,39% et de 6,06% après des résultats jugés décevants. L'indice de la distribution cède 2,49%, plus forte baisse sectorielle du Stoxx 600.

Le groupe allemand BMW gagne 0,67% après sa prévision d'une marge de 8-10% pour le segment automobile cette année, tandis que son compatriote dans l'énergie E.ON prend 1,45% à la faveur de l'annonce d'un plan d'investissement de 33 milliards d'euros qui devrait lui permettre de dégager un bénéfice d'exploitation d'environ 9 milliards d'euros d'ici 2027.

AVEC L'AFFAIRE SVB

Le secteur financier a perdu 465 milliards de dollars de capitalisation en bourse

Sur les séances de vendredi et lundi, les tumultes sur les marchés liés au stress bancaire aux États-Unis ont provoqué de lourds dégagements sur les titres des sociétés de banque, assurance ou d'investissement. Selon les chiffres de MSCI, la perte se chiffre à environ 465 milliards de dollars.

Le vent de panique boursier qui a soufflé sur les marchés financiers sur les séances de vendredi et surtout lundi a logiquement laminé les cours des groupes d'assurances et de banques.

Malgré un rebond ce mardi, BNP Paribas a perdu 7,9% depuis l'ouverture du marché vendredi, Crédit Agricole SA a lâché 4,2%, Société Générale 8,3% et Axa 7,3%, selon des cours arrêtés vers 14h20. En cumulé, les pertes de capitalisation boursière pour les quatre locataires du CAC 40 s'élève à plus de 13 milliards d'euros, selon nos calculs.

Au niveau mondial, le chiffre s'avère bien sûr plus vertigineux. En compilant les données des indices MSCI World Financials et MSCI EM Financials, cités par Bloomberg et Les Echos, les différents groupes financiers composant ces indices ont effacé 465 milliards de dollars de capitalisations sur

les séances de vendredi et lundi, soit plus de 430 milliards d'euros.

Plus de 450 titres composent ces deux indices, qui comprennent, par exemple, pour MSCI World Financials, les grandes banques américaines mais aussi Berkshire Hathaway, la société d'investissement de Warren Buffett.

Plus que la capitalisation de LVMH

Pour donner un ordre d'idée, ce montant de 430 milliards d'euros dépasse la capitalisation boursière de LVMH, la plus importante société sur le CAC 40 sur cet indicateur.

Les différents titres des groupes bancaires ont été pris dans le mouvement de peur lié à la faillite de Silicon Valley Bank (SVB) qui a été placée sous contrôle de la FDIC, l'agence américaine des dépôts, en raison des retraits massifs de ses clients. Une autre banque américaine, Signature Bank, a connu le même sort.

Cette crainte a surtout affecté

les banques régionales américaines, le marché redoutant que ces établissements rencontrent à leur tour des difficultés. First Republic Bank a ainsi chuté de plus de 60% lundi. Toutefois, en début de séance à Wall Street, l'établissement de San Francisco regagnait 46% ce mardi.

UBS estime néanmoins, dans des notes publiées ce mardi, que le risque de contagion s'avère désormais contenu. La banque suisse ne s'attend pas à ce que les établissements européens soient contraints de vendre en urgence des portefeuilles obligataires, ce qui était arrivé à SVB, qui avait alors essuyé 1,8 milliard de dollars de pertes, ces actifs ayant vu leur valeur fondre en raison des hausses de taux de la Réserve fédérale américaine.

"Contagion limitée"

Les dégagements boursiers, qui se sont observés sur les établissements de tous pays, sans distinction, devrait s'inverser à court terme, anticipe

UBS. La banque suisse maintient sa préférence pour les titres des banques européennes par rapport à leurs consœurs américaines, notamment pour des questions de valorisations.

Pictet AM voit de son côté une "contagion limitée" des problèmes de SVB. L'intermédiaire financier explique que la banque californienne présentait une mauvaise gestion, "un cas classique d'indétermination entre l'actif et le passif", et juge que les autorités américaines ont apporté "un soutien décisif" via leurs mesures d'urgence. En Europe, Pictet AM souligne que les dépôts sont "plus stables" qu'aux États-Unis, ce qui doit également permettre de freiner la contagion.

"L'appétit des investisseurs pour le secteur bancaire sera modéré. En conséquence, l'écart de valorisation entre les banques faibles et fortes (et aux États-Unis, les petites et les grandes) devrait s'accroître", anticipe par ailleurs la société suisse.

ÉTATS-UNIS

L'inflation ralentit en février, Wall Street applaudit

Les prix à la consommation aux États-Unis ont ralenti comme prévu en février sur un mois et en rythme annuel, ravivant l'espoir d'une accalmie dans la remontée des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), même si l'inflation reste à des niveaux élevés.

Selon les données publiées mardi par le département du Travail, l'indice des prix à la consommation (CPI) s'est établi à 0,4% le mois dernier et affiche un ralentissement à 6,0% sur un an.

Les économistes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne une hausse de

0,4% d'un mois sur l'autre et une progression de 6,0% en rythme annuel.

L'indice CPI de base ("core"), qui exclut les éléments volatils comme les produits alimentaires et l'énergie, est ressorti en hausse de 0,5% en février et sur un an sa progression revient à 5,5%, contre un consensus Reuters de respectivement +0,4% et +5,5%.

Sur les marchés financiers, le rendement des Treasuries à dix ans monte de sept points de base, à 3,585%, et celui à deux ans de 22,7 points, à 4,257%, après la publication de ces données. Les contrats à

terme à Wall Street suggèrent une hausse de 0,58% pour le Dow Jones, de 0,97% pour le S&P-500 et de 0,91% pour le Nasdaq.

Les traders estiment avec une probabilité de 23% que la Fed, qui se réunit la semaine prochaine, laissera inchangée ses taux. La probabilité en faveur d'une hausse limitée du coût du crédit de 25 points de base est, elle, de 77%.

La Fed a relevé l'objectif des fonds fédéraux depuis mars de 450 points de base au total pour les porter à 4,50%-4,75%.

FRANCE

La Bourse de Paris encore fébrile

La Bourse de Paris évoluait en baisse de 0,67% dans les premiers échanges mercredi, encore mal à l'aise face au risque de choc bancaire aux États-Unis, et après la révision à la hausse de l'inflation en France.

L'indice vedette CAC 40 reculait de 47,84 points à 7.093,73 points vers 09h35. La veille, il a repris 1,86%, après cinq séances de baisses consécutives et plus de 4% perdus entre vendredi et lundi.

"Après trois séances de turbulences massives, les dernières 24 heures ont vu la volatilité des marchés commencer à se stabiliser pour la première fois depuis le début de la crise" débütée avec la faillite de la banque américaine Silicon Valley Bank, observent les analystes de la Deutsche Bank.

Les craintes de faillites en cascade après l'effondrement de SVB ne se sont pas matérialisées pour l'instant, et certains établissements bancaires régionaux américains ont même repris quelques couleurs en Bourse mardi. Mais la tendance reste fragile. Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a salué dans un entretien à l'AFP la réaction des autorités américaines mais n'exclut pas d'autres défaillances. Pour lui, "la stabilité du système financier doit être repen-

sée, en prenant en compte les nouvelles technologies".

La crise a provoqué un changement des anticipations des investisseurs au sujet des prochaines décisions monétaires des banques centrales. Face à la situation, la Réserve fédérale américaine sera selon eux davantage soucieuse des risques économiques liés à la brutale remontée des taux depuis un an, ce qui l'incitera à abaisser son rythme de relèvement des taux.

L'inflation demeure toutefois élevée aux États-Unis, à 6% sur un an en février, selon l'indicateur des prix à la consommation CPI publié mardi. Mercredi, ce sont au tour des prix à la production ainsi que des ventes au détail.

Sur le marché obligataire, le taux des emprunts français repartait à la hausse, bien que très inférieurs aux taux de la semaine passée. Il froilait les 3% pour l'échéance à 10 ans.

En France, la hausse des prix a atteint en février 6,3% sur un an, tirée par l'envolée des prix des produits alimentaires devenus son premier moteur devant l'énergie, selon une estimation définitive revue en légère hausse mercredi par l'Insee. La première estimation était de 6,2%. "La reprise en main de l'inflation par les banques centrales passe par des conditions financières

plus dures, même si le souhait des banques centrales est que ce durcissement soit ordonné et contrôlé. Cela implique une pression baissière sur le prix de la plupart des actifs" au-delà d'un rebond technique, écrivent les analystes de la Banque Postale AM.

Les banques pas sorties d'affaires. Après leur rebond mardi, les banques repartaient en baisse: Société Générale cédait 2,02% à 23,99 euros, BNP Paribas 1,36% à 57,11 euros, Crédit Agricole 1,34% à 10,64 euros.

Rachat d'actions pour Bolloré

Le groupe Bolloré a encaissé un bénéfice net de 3,4 milliards d'euros en 2022, grâce notamment à la cession de ses activités logistiques en Afrique, après une année 2021 déjà exceptionnelle, selon ses résultats publiés mardi. Il a annoncé un "projet d'offre publique d'achat simplifiée de Bolloré SE sur ses propres actions portant sur 9,78% du capital au prix de 5,75 euros". L'action bondissait de 8,19% à 5,55 euros. Vivendi, dont l'homme fort est Vincent Bolloré, cédait quant à elle 3,90% à 9,06 euros, la pire baisse du CAC 40.

VISUAL CHATGPT

Le chatbot qui communique par les images

Des chercheurs de chez Microsoft ont publié Visual ChatGPT, une version plus évoluée du chatbot capable de comprendre le contenu des images, ainsi que de générer ou d'éditer des images à la demande.

L'un des principaux points faibles de l'intelligence artificielle conversationnelle ChatGPT est qu'elle est limitée au texte uniquement. Pour résoudre ce problème, des chercheurs de chez Microsoft viennent de publier une nouvelle version de ChatGPT baptisée Visual ChatGPT. Dans l'article associé, ils expliquent comment ils ont réussi à intégrer la prise en charge des images dans ChatGPT sans toucher à l'IA elle-même.

Plutôt que de reconstruire complètement ChatGPT pour prendre en charge différentes modalités (audio, images, vidéos...), ils ont décidé de s'appuyer sur les modèles de fondation visuels (VFM) préexistants, comme Stable Diffusion, BLIP, Transformers, Maskformer et ControlNet. Autrement dit, des IA déjà capables de comprendre ou de générer des images. Un questionnaire de requêtes Le module central de Visual ChatGPT est le gestionnaire de requêtes (Prompt Manager).

Celui-ci s'occupe de traduire les requêtes de l'utilisateur et de les transférer vers ChatGPT ou une VFM, avec un processus qui peut se dérouler en de multiples étapes internes avant d'aboutir à une réponse. Le résultat est très surprenant. Après avoir envoyé au chatbot une photo, vous pouvez lui demander d'identifier un élément qui s'y trouve (« quelle est la couleur de la moto ? ») ou encore d'éditer l'image (« supprime la moto »). Dans un des exemples, un utilisateur envoie un schéma très basique d'une

poire et d'un verre, et demande à l'IA de l'améliorer. Visual ChatGPT répond avec une image photoréaliste d'une poire et d'un verre sur une table, placés de la même manière que sur le schéma. Selon les chercheurs, l'avantage de cette approche est qu'il est très facile d'intégrer de nouveaux modèles visuels. Ils ont partagé leur code sur GitHub, mais il n'existe pas pour l'instant d'interface Web. Pour pouvoir le tester, il faut donc être en mesure de le compiler soi-même...

MUTALK

Le microphone pour laisser votre entourage tranquille

Imaginez, vous essayez de vous endormir alors que votre voisin se dispute violemment au téléphone ou que votre partenaire s'esclaffe dans une pièce toute proche. Ou vous tentez en vain de savourer votre boisson matinale non loin d'un nomade digital en pleine réunion virtuelle dans votre petit café local. Si vous avez déjà rêvé de pouvoir clouer le bec d'un importun, cette étrange invention pourrait vous plaire... ou vous laisser dubitatif.

Les innovations technologiques sont bien pratiques pour apporter des solutions à tout un lot de nouveaux problèmes. C'est ce qu'a compris l'entreprise japonaise Shiftall qui développe et assure la production de masse d'objets connectés surtout destinés à faciliter le travail d'équipe. La société a développé un microphone innovant qui isole la voix de l'utilisateur et qui, en plus de réduire le bruit ambiant dans la captation du son, sert principalement à réduire le volume sonore qu'il produit, afin de ne pas déranger les personnes alentour. Le masque-microphone Mutalk n'englobe pas le nez, ce qui peut changer la voix de l'utilisateur, indique Shiftall.

L'application technologique d'un étrange phénomène acoustique Cet objet innovant peut répondre aux attentes d'un large panel d'utilisateurs, il peut être utile pour passer des appels en toute discrétion, ou participer à une réunion virtuelle dans un lieu public. Lors de conversations normales lorsque la fréquence de parole est standard, le dispositif réduit le volume de 20 décibels, rendant l'échange impossible à entendre pour une personne extérieure, même si elle est située juste à côté. Mais, quand les propos s'échauffent comme durant une partie de jeux vidéo par exemple, et que le ton monte en même temps que la fréquence de parole (ou de cri), Mutalk passe à une réduction de 30 décibels, pour le confort de chacun. Le gadget utilise le principe de la résonance de Helmholtz, qui se produit quand l'air résonne dans un objet creux. Vous en avez peut-être déjà produit en soufflant dans le goulot d'une bouteille. Ce phénomène acoustique lui permet d'affaiblir efficacement le bruit malgré sa petite taille.

Le microphone est simple d'utilisation, se connecte à votre smartphone ou votre ordinateur, et peut même être équipé d'une sangle amovible pour l'utiliser sans les mains. Seul bémol, son curieux design qui pourrait en rebuter certains et son prix, 200 dollars.

L'IA DU ROBOT DE GOOGLE

Il peut faire la discussion et vous servir à manger

Les Intelligences artificielles conversationnelles, comme ChatGPT, reposent sur des grands modèles de langage ou LLM (Large Language Model). Conçues pour traiter du texte, ces IA peuvent également être entraînées pour traiter d'autres types d'informations. C'est ainsi qu'est née PaLM-E, une IA qui peut piloter un robot en temps réel en tenant compte de son environnement.

Le système a été développé par des chercheurs de chez Google ainsi que de l'université technique de Berlin. Ils ont combiné le modèle de langage PaLM de Google, simi-

laire au GPT de ChatGPT, avec ViT-22B qui est spécialisé dans les tâches visuelles. Le résultat est un modèle multimodal (texte et images) doté de 562 milliards de paramètres.

Un robot qui réagit en temps réel PaLM-E pilote un robot fabriqué par Google équipé d'un bras, et peut interpréter les données de la caméra en temps réel. Il suffit de lui demander d'aller chercher le paquet de chips dans le tiroir et celui-ci s'exécute. L'IA planifie la procédure sans intervention humaine et peut réagir en temps réel. Ainsi,

lorsque le chercheur lui arrache le paquet de chips et le remet dans le tiroir, le robot est capable de s'en rendre compte, puis de mettre à jour sa planification pour la tâche et de reprendre le paquet.

Ce qui rend cette Intelligence artificielle d'autant plus intéressante est qu'elle peut généraliser ses compétences pour effectuer des tâches qu'elle n'a pas vues pendant son entraînement, et le tout sans perdre ses capacités linguistiques. Ce serait vraiment intéressant de voir PaLM-E aux commandes d'un robot comme Spot ou Atlas de Boston Dynamics...

FIGURE 01

Le robot humanoïde le plus ressemblant à l'humain jamais construit

Fera-t-il plus fort que Tesla, Boston Dynamics et Xiaomi réunis ? Ce robot humanoïde s'annonce comme le plus performant et plus agile pour œuvrer dans un environnement industriel complexe.



L'objectif de la start-up Figure est de venir en soutien sur des tâches dangereuses dans les activités d'entreposage et de logistique, ou de résoudre les problèmes de pénurie de main-d'œuvre. Les concepteurs ambitionnent aussi de le rendre accessible pour des usages domestiques afin de permettre l'assistance à domicile et les soins aux personnes âgées.

Les projets de robots humanoïdes se multiplient. L'idée consiste à créer des machines souples et intelligentes, capables de remplacer des humains dans des tâches répétitives et ingrates. Installée en Californie, la startup Figure est spécialisée dans la conception de robots humanoïdes intelligents. Son premier projet, baptisé Figure 01, en version alpha, est actuellement en phase de test. Il mesure 1,70 mètre pour 60 kilos, il supporte une charge utile pouvant aller jusqu'à 20 kilos, affiche une autonomie de 5 heures et peut se déplacer à 1,2 mètre/seconde, soit un peu plus de 4 km/h. À noter qu'il est également doté de doigts et non de pinces, pour encore mieux manipuler

des objets.

Le robot humanoïde de la start-up Figure mesure 1,70 mètre, pèse 60 kilos, son visage est un écran. Il peut porter des charges de 20 kilos et dispose d'une autonomie de 5 heures. Doté de mains articulées, il est capable de réaliser un large éventail de tâches manuelles.

Un robot humanoïde à usage général

L'idée est ici de créer un robot humanoïde capable de travailler et d'aider les humains à produire davantage, à remédier aux pénuries de main-d'œuvre et même à réduire le nombre de travailleurs occupant des emplois dangereux. In fine, Figure 01 associera la dextérité de la forme humaine à de l'intelligence artificielle, afin de pouvoir s'adapter à différentes tâches, pour une efficacité toujours optimale. À terme, le Figure 01 a l'ambition de devenir le premier robot humanoïde autonome commercialement viable au monde, c'est-à-dire aussi « accessible » financièrement.



	5					7		
9			5		4			8
		8	3		7	1		
	8	2	1		9	6	5	
	4	6	7		3	2	9	
		4	9		1	5		
3			6		8			2
	6							3

8		5		4		6	7	
	4	3						
			1					5
9		7	6					
1			7		5			3
					2	7		6
4					9			
						5	2	
	3	2		8		9		1

	8	3	1	9	6	4	7	
		4				2		
5				8				3
				9	4	8		
1				7				8
7				5				2
	5		7		9		1	
3		6		1		9		7

	3		4			8		
4			8					1
		7		2	1			4
		6		9	4			7
1			7	5		3		
5			6	4		1		
9					3			8
		4			5		6	

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1											
2							■				
3											
4					■						
5		■						■		■	
6			■		■						
7				■							
8							■				■
9		■									
10							■		■		
11						■					

Horizontalement

1 On peut la pendre quand c'est fini. 2 Posséderait. - Retient la mine. 3 Il travaille le fer blanc. 4 Fils d'Isaac. - Joie collective. 5 Prophète. 6 Interjection. - Passe rapidement un vêtement. 7 Trompée. - Caractère d'imprimerie. 8 Bronze. - Enduit. 9 Ornées de torsades. 10 Regimberas. - Démonstratif. 11 Personnes. - Étaient fermés de l'intérieur pour Coluche.

Verticalement

1 La troupe du Splendid y a fait ses débuts (2 mots). 2 Plantes vivaces. - Entendu. - Ancien do. 3 Vagabondai. - Rôder. 4 Docteur dans un film de Fritz Lang. - Vallée des Pyrénées. 5 Ses gousses sont utilisées en cuisine. - Secondas. 6 Européennes. 7 Démentent. 8 Poisson comestible. - Peut-être à air ou à huile. 9 Art de la controverse. 10 S'esclaffes. - Anciennement Paris. 11 Préparée (un cheval). - Possessif.

Horizontalement

1 On peut la pendre quand c'est fini. 2 Posséderait. - Retient la mine. 3 Il travaille le fer blanc. 4 Fils d'Isaac. - Joie collective. 5 Prophète. 6 Interjection. - Passe rapidement un vêtement. 7 Trompée. - Caractère d'imprimerie. 8 Bronze. - Enduit. 9 Ornées de torsades. 10 Regimberas. - Démonstratif. 11 Personnes. - Étaient fermés de l'intérieur pour Coluche.

Verticalement

1 La troupe du Splendid y a fait ses débuts (2 mots). 2 Plantes vivaces. - Entendu. - Ancien do. 3 Vagabondai. - Rôder. 4 Docteur dans un film de Fritz Lang. - Vallée des Pyrénées. 5 Ses gousses sont utilisées en cuisine. - Secondas. 6 Européennes. 7 Démentent. 8 Poisson comestible. - Peut-être à air ou à huile. 9 Art de la controverse. 10 S'esclaffes. - Anciennement Paris. 11 Préparée (un cheval). - Possessif.

Quand tout va bien on peut compter sur les autres, quand tout va mal on ne peut compter que sur sa famille.

Proverbe Chinois

ALFA ROMEO

La prochaine Giulia électrique sera aussi puissante qu'une Bugatti Veyron

Si certains froncent les sourcils en observant la guerre à la puissance que se livrent les constructeurs américains depuis de nombreuses années avec leurs muscle cars, le virage électrique ne ralentira vraisemblablement pas cette surenchère de chevaux. Ajoutez Alfa Romeo à la liste qui se fait de plus en plus longue de constructeurs qui veulent leur place au premier plan de la performance façon électrique.

Le président de l'illustre marque italienne, Jean-Philippe Imparato, a récemment confirmé que la prochaine génération de sa berline compacte Giulia sera électrique et offrira une version de 1000 ch électriques. C'est pratiquement le double de la cavalerie de la livrée Quadrifoglio de la génération actuelle dotée d'un V6 biturbo de 2,9 L et surtout, le chiffre égalise la puissance de l'extraordinaire Bugatti Veyron lors de son introduction en 2005. Les autres livrées de cette Giulia



électrique auront 350 ch et 800 ch, selon le grand patron du constructeur. L'autonomie ciblée friserait les 700 km en cycle euro-

péen, d'après ce qu'a appris le magazine Autocar. Pour appuyer l'alimentation en énergie, la voiture disposera d'une architecture élec-

trique de 800 V. Le châssis modulaire électrique STLA assurera les bases de cette relance pour le moins spectaculaire qui est prévue pour 2025. En parallèle, Alfa Romeo prépare son retour dans le segment des berlines intermédiaires avec un nouveau modèle électrique disposant de la même mécanique. Nécessaire, sans doute pas, mais on ne peut que se réjouir de voir des plans du genre pour une marque si charismatique, mais dont l'avenir était compromis par sa faible.

NOUVELLE BMW SÉRIE 5 (2024)

Berline et Touring débarquent en électrique

BMW confirme le lancement de la huitième génération de sa Série 5 pour fin 2023. La Berline sera pour la première fois déclinée en version i5 100% électrique, suivie par une variante Touring et même M Performance ! Comme l'Auto-Journal vous en parlait ici, BMW prépare l'arrivée d'une nouvelle génération de sa Série 5, déclinée en version i5 avec des motorisations électrique et hybride rechargeable.

[Le modèle, encore drapé, intégrera le système d'exploitation OS 8.5 avec le BMW Curved Display et des services numériques innovants. Question moteurs, outre le 100% électrique et l'hybride rechargeable, on retrouvera aussi des blocs essence et Diesel Mild Hybrid 48V. Une série 5 m performance électrique

Autre annonce de choix : la Série 5 sera également déclinée dans une version M Performance 100 % électrique, dans les traces de la i4 de 2022.

« La BMW i4 M50 100 % électrique montre comment BMW allie à la perfection performance dynamique et mobilité électrique », a commenté Oliver Zipse, président du conseil d'administration de BMW AG.

« Elle a été la BMW M le plus vendue dans le monde en 2022. Une version 100 % électrique signée BMW M GmbH sera également disponible dans la nouvelle gamme BMW Série 5. »

Un voiturier autonome ? C'est le projet d'avenir de BMW

Une série 5 Touring électrifiée pour 2024

Oliver Zipse a aussi révélé qu'une nouvelle variante viendrait s'ajouter à l'éventail de moteurs de la nouvelle BMW Série 5 Touring.

« La BMW Série 5 Touring est très populaire, en particulier en Europe », a-t-il fait remarquer. « À partir du printemps 2024, elle sera également proposée en version 100 % électrique, ce qui nous donnera un argument de vente vraiment unique dans ce segment. »

Le lancement mondial de la nouvelle BMW Série 5 Berline débutera en octobre 2023. Sa production débutera au centre de Dingolfing, là même où la première Série 5 fut conçue il y a 50 ans. Sont également fabriquées dans l'usine de Basse-Bavière les BMW Série 7 et Série 8, ainsi que la iX.

BMW

La Série 2 Gran Coupé ne sera plus commercialisée au Canada

La BMW Série 2 est la voiture la plus abordable au Canada, mais elle est devenue moins accessible alors que la marque allemande a retiré la variante Gran Coupé à quatre portes du marché canadien. Notons qu'elle est toujours offerte aux États-Unis.

Le Gran Coupé a été introduit au pays pour le millésime 2020, et s'avérait une voiture conceptuellement différente par rapport au coupé et au cabriolet de Série 2. Le Gran Coupé à quatre portes était construit sur une architecture à traction, partagée avec les MINI Clubman et MINI Countryman, bien qu'un rouage intégral soit disponible. Son moteur était monté transversalement, contrairement au coupé et au cabriolet avec leur traditionnelle (pour BMW) plateforme à propulsion et moteur monté longitudinalement. La BMW Série 2

Gran Coupé 2020 était offerte en variantes 228i xDrive et M235i xDrive. La 228i disposait d'un quatre cylindres turbocompressé de 2,0 litres, produisant 228 chevaux et un couple de 258 livres-pied, jumelé à une boîte automatique à huit rapports. Elle accélérerait de 0 à 100 km/h en 6,2 secondes, selon le constructeur. La M235i xDrive misait aussi sur un bloc quatre cylindres turbo de 2,0 litres, mais sa puissance s'élevait à 301 chevaux et son couple, 332 livres-pied. Elle pouvait boucler le 0-100 km/h en 4,8 secondes. La 228i xDrive était disponible à partir de 42 500 \$ avant les frais de transport et de préparation, alors que la M235i xDrive était vendue à partir de 50 900 \$. Une variante 228i à traction a été ajoutée pour le millésime 2021, faisant baisser le prix d'entrée de la Série 2 à 38 990 \$. Sa présence sur notre marché aura été de courte durée, puisque pour l'année 2021, seule la M235i xDrive figurait au catalogue au Canada, qui coûtait alors 52 700 \$.

BMW Canada n'a pas voulu expliquer la décision d'abandonner la BMW Série 2 Gran Coupé, et ne détaille pas les ventes de ses modèles par type de carrosserie. Le constructeur a vendu 721 unités de la Série 2 au cours du calendrier 2022, par rapport à 2 045 unités écoulées en 2021, ou une baisse de 65 %. Cela dit, Mercedes-Benz a également décidé de retirer sa voiture la plus abordable, la Classe A berline et hatchback cinq portes, après le millésime 2022. Le segment des voitures de luxe sous-compactes regroupe désormais le coupé BMW Série 2, l'Audi A3, la Cadillac CT4, la Mercedes-Benz CLA et l'Acura Integra.

ALPINE A110 R

« Régime minceur » plutôt que radicale

En avoir moins pour plus cher. A priori, la nouvelle Alpine A110 R possède une drôle de logique. Mais lorsqu'il s'agit de kilos qui s'enlèvent, cela fait sens... au moins pour les puristes. Notre verdict, essai à l'appui. Pourtant, lorsqu'un constructeur présente une version optimisée qui a tout du collector à succès, forcément facturée une poignée de milliers d'euros supplémentaires, il prend soin généralement d'indiquer une augmentation de puissance significative pour faire mousser. Pas chez Alpine. Depuis le début, les hommes de Dieppe ont semble-t-il décidé qu'ils ne feraient pas comme les autres. Mais quand même... Rien ! Nada !

Pas un petit cheval, même pas un poney nain de plus pour cette R qui affiche une étiquette à six chiffres : 105 000 € hors options et malus (heureusement

raisonnable !) ; du jamais-vu chez une française !

« Une puissance suffisante » Et que dire des 32 unités ultra-exclusives dédicacées par Fernando Alonso himself à 142 000 € ? La R conserve donc le même «petit» 1,8 l 4 cylindres de ses débuts, dans sa version la plus évoluée tout de même, celle de la dernière mouture de l'A110 S de 300 ch.

À la question «Pourquoi?», Jean-Marc Pinel, responsable du programme A110, répond simplement : «Nous pensons que c'est une puissance suffisante.»

Circulez, y a rien à voir. Alors quoi ? Les ingénieurs ont été priés de travailler sur les autres piliers de toute sportive qui se respecte mais que beaucoup négligent par les temps qui courent : la réduction des masses, l'aérodynamique et les trains roulants.

Évidemment, c'est moins impressionnant sur le papier, mais peut-être plus efficace sur le terrain ! La tâche n'a pas été facile, tant l'A110 est déjà un poids plume - 1 103 kg pour l'A110, 1 116 kg pour la S "aéro". Mais à grand renfort d'éléments de carrosserie en carbone - lame avant, capot, toit, aileron, déflecteur arrière, sans oublier la lunette arrière et les jantes qui à elles seules permettent de gagner 12,5 kg -, la R affiche 34 kg de moins que la S.

À bord aussi les kilos ont été traqués jusqu'aux poignées de maintien, remplacées par des sangles rouges qui complètent les superbes et surtout très confortables sièges baquets en carbone, eux-mêmes flanqués d'une paire de harnais, lesquels, ô surprise, sont plus légers de 1,5 kg que les enrouleurs des ceintures de sécurité. Le tout contribue à accentuer la vocation de «négociante en vi-

rages» de la R. Au quotidien toutefois, les harnais ne sont pas les plus pratiques pour aller chercher sa baguette de pain, et la suppression du rétroviseur intérieur - puisque la lunette arrière en carbone est opaque - oblige à revoir ses habitudes. Cette traque du moindre gramme ne servirait pas à grand-chose si elle ne s'accompagnait d'une optimisation de l'aérodynamique et de réglages de châssis spécifiques.

Pour faire court et simple, la R étant aussi bien destinée à régaler son conducteur sur route qu'à lui donner la possibilité de se transformer en pilote sur circuit, amortisseurs et barres anti-roulis ont été raffermis et l'aérodynamique a été modifiée afin d'augmenter l'appui et de réduire la traînée.

Mise en échec de tentatives d'introduction de plus de 16 qx de kif traité

Des tentatives d'introduction de plus de 16 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec et 65 narcotrafiquants arrêtés dans des opérations menées à travers les Régions militaires, durant la période du 8 au 14 mars en cours, selon un bilan opérationnel publié hier par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 65 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction des quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à 16 quintaux et 48 kilogrammes de kif traité, et saisi 8,55 kilogrammes de cocaïne et 36596 comprimés psychotropes", précise ce bilan.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Jeudi 16 Mars 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

FRANCE

Les défaillances d'entreprises s'intensifient en février

Le nombre de défaillances d'entreprises en France a continué d'augmenter en février dans tous les secteurs économiques tout en restant inférieur à la période pré-Covid, a rapporté hier la Banque de France. En cumul sur les 12 derniers mois, on dénombre ainsi 43.886 défaillances contre 29.124 un an plus tôt, soit une augmentation de 50,7%, détaille la banque centrale dans son communiqué. La remontée est en réalité beaucoup plus forte si l'on exclut les micro-entreprises et les entreprises de taille indéterminée, qui comptent à elles seules 40.644 défaillances, soit plus de neuf sur dix. Sur le reste, les défaillances des très petites entreprises sont ainsi en progression de 94,1% sur un an, celles des entreprises comptant entre 10 et 49 salariés de 87,7%, celles entre 50 et 249 salariés de 82,4%, tandis que celles des entreprises de taille intermédiaire et des grands groupes augmentent de 81%. Au total cependant, le cumul des défaillances des 12 derniers mois reste inférieur de 14,2% à ce qu'il était en février 2019, ajoute la Banque de France. Et il est aussi davantage inférieur à la moyenne annuelle des défaillances enregistrées entre 2010 et 2019, qui s'élevait à près de 60.000.

Marché pétrolier/Opep

L'Algérie met en garde contre « l'adoption de mesures unilatérales »

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est exprimé hier, sur les développements observés récemment sur le marché pétrolier international. Dans un communiqué posté hier sur le page officielle du ministère de l'Énergie, le ministre Mohamed Arkab, s'est dit extrêmement attentif quant à son évolution à court et moyen termes. Il a rappelé que les pays de la Déclaration de Coopération ont fait preuve de sagesse et d'une exceptionnelle clairvoyance en décidant unanimement et de manière transparente de réduire en octobre dernier leur production globale de 2 millions de barils/jusqu'à la fin 2023 afin d'assurer la stabilité et l'équilibre du marché pétrolier international au profit de l'économie mondiale.

«Les efforts déployés par les pays de la Déclaration de Coopération depuis plus de 6 années pourraient être injustement anéantis par l'adoption de mesures unilatérales et de législations visant à dévoyer les mécanismes du marché, ce qui conduirait à un sous-

investissement dans l'industrie pétrolière, des perturbations majeures dans les flux d'approvisionnement et créerait les conditions d'une instabilité durable du marché pétrolier», ajoute la même source.

Mardi, le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdelaziz ben Salmane, a déclaré que le Royaume ne vendrait pas de pétrole à un pays qui imposerait un prix plafond à ses approvisionnements.

Le prince Abdelaziz a expliqué dans une interview publiée par Energy Intelligence que le plafonnement des prix du pétrole conduirait inévitablement à l'instabilité du marché, ajoutant que le Royaume réduirait sa production de pétrole.

Le ministre a indiqué que l'Opep+ avait réussi à apporter une stabilité et une transparence considérables au marché pétrolier, notamment par rapport à tous les autres marchés de matières premières.

Des analystes et des médias internationaux ont évoqué la possibilité d'une intervention de l'Organisation des pays

exportateurs de pétrole (Opep) si les cours continuaient à se replier. Et que la réunion du comité ministériel (JMMC), le 3 avril prochain, pourrait être une opportunité « d'un changement de trajectoire ». Ils ont également noté que la production du cartel a augmenté de 150.000 barils par jour en février par rapport à janvier, contredisant les engagements du groupe.

Dans son rapport mensuel publié mardi dernier, le cartel a actualisé ses prévisions pour l'année 2023 et a maintenu son estimation d'une hausse de la demande de 2,3 millions de barils par jour. Il a revu à la hausse la demande asiatique, soutenue par la Chine, mais abaissé celle de l'Amérique et de l'Europe.

Rappelons que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, ou l'Opep+, avaient décidé mercredi lors de leur 33ème réunion ministérielle, tenue à Vienne en octobre 2022, de prolonger l'ka durée de la déclaration de coopération (Doc), jusqu'à fin 2023. Par Sirine R

Par Sirine R

La Chronique d'Anouar El Andaloussi

Le Grand Sud, un trésor touristique caché, il faut s'en servir, mais avec prudence

A titre d'illustration, le tourisme mondial génère 7% des exportations totales ; 30 % des exportations de services ; 3ème secteur exportateur devant l'automobile et après la chimie et les hydrocarbures ; 10% de l'emploi mondial. En Algérie nous sommes très loin de ces indicateurs. Porter à 2% la part du tourisme dans le PIB est un objectif réaliste à moyen terme. Créer des centaines de milliers d'emplois directs et indirects est aussi possible à moyen terme. Mais comment ? L'industrie touristique (c'est comme ça qu'il faut l'appeler) est l'autre domaine dont la dotation en facteur naturel est très élevée. L'Algérie est l'un des rares pays à pouvoir offrir des produits touristiques originaux, distinctifs de tous les autres, non comparables et non imitables. L'industrie touristique algérienne est encore en jachère, faut-il la faire sortir de ses archaïsmes et de ses blocages. Le grand potentiel est au Sud ; n'est-il pas aujourd'hui nécessaire de créer des zones économiques spéciales (un genre de zone franche) dans notre grand sud pour attirer tous les investisseurs de la chaîne de valeur touristique (Hôtellerie, circuits, Tour-operator, voyagistes, plateformes de réservation et logistique de transports et des circuits intérieurs) en intégrant les ac-

teurs locaux pour leurs savoirs faire dans plusieurs domaines (circuits à dos de chameaux, gîtes traditionnels, art culinaire, découverte et guide pour les visites des sites protégés...).

Voilà un secteur de diversification par excellence. En effet, il a un effet d'entraînement sur les autres secteurs, comme l'industrie agroalimentaire, l'agriculture, les autres services non administratifs, comme les transports, l'artisanat,...

Dans le Grand Sud (véritable trésor caché de l'Algérie), le potentiel est immense, l'investissement doit être aussi énorme, mais les résultats seront aussi considérables. Seuls Les investisseurs internationaux, avec leurs capacités financières, leurs réseaux d'opérateurs, leurs plateformes numériques et leurs savoir-faire peuvent rendre la destination attractive et rentable. Le pari sur un revenu de 10 Mds de \$ par an est jouable ; dont 80% exportables.

L'une des options est celle de créer une Zone Economique Spéciale (Tourisme) couvrant les grands espaces du Tassili et du Hoggar. De telles zones spéciales ont été établies partout dans le monde ; il en existe dans notre région : Tunisie, Namibie, Jordanie, Emirats Arabes Unis. Les zones économiques spéciales doivent notamment offrir des services d'infrastruc-

tures de qualité (électricité, télécommunications, etc.) et être reliées aux voies de transports terrestre et aérien. Les conditions d'emploi de la main-d'œuvre doivent aussi être prises en considération dès le stade de la conception. La cohérence des politiques et la coordination institutionnelle sont également cruciales, de même que l'efficacité des partenariats noués entre les pouvoirs publics, les institutions internationales et les entreprises. Des règles dérogatoires au régime général doivent être prises en matière du marché de l'emploi, de la fiscalité, des conditions de séjour des personnels expatriés... Il s'agira de rendre flexibles et simplifiées les procédures administratives et les relations avec les administrations locales. La relation avec les entreprises locales, hors zone, devront être renforcées par des politiques d'incitations. Il peut s'agir de mettre en place des programmes de formation des entreprises du secteur du tourisme pour renforcer leur productivité et leurs capacités, d'organiser des manifestations de réseautage entre entreprises implantées dans des zones économiques spéciales et entreprises locales ou de diffuser auprès des entreprises étrangères de ces zones des informations sur les fournisseurs locaux de biens et de services.